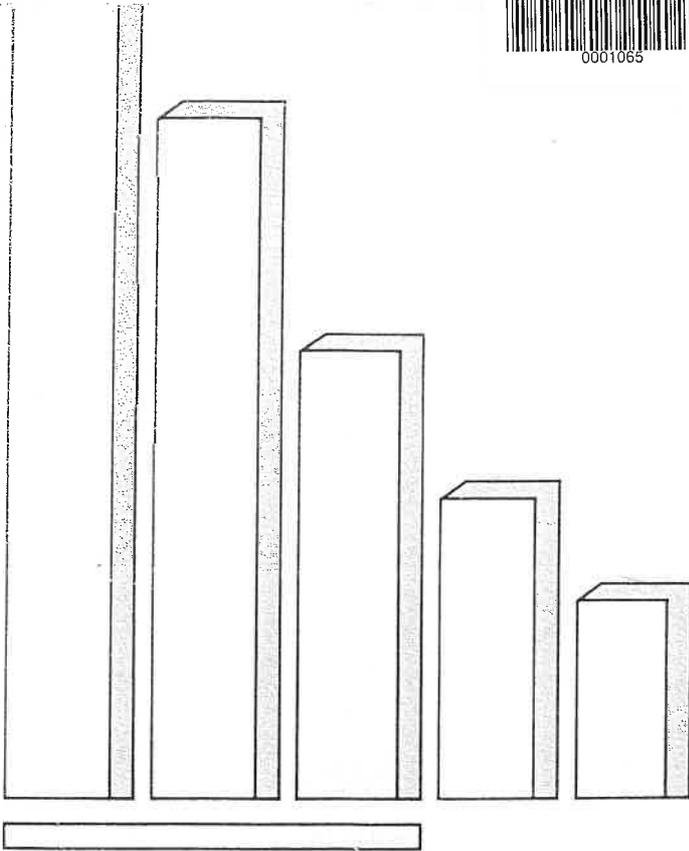
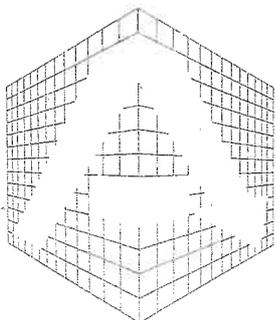




1674



LA CONSOMMATION



**LES INDICATEURS
D'ALCOOLISATION**

1988

HAUT COMITÉ D'ÉTUDE ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME

E 1038

Sommaire

	Pages
I - Evolution de la consommation des boissons en France et dans la CEE	5
par J.P. Cotton	
Avertissement	5
Introduction	5
FRANCE	
Graphique 1 : Evolution de la consommation d'alcool pur par habitant ..	7
Graphiques 2 et 3 : Evolution de la consommation des boissons alcooliques par adulte de plus de 20 ans	8
Graphique 4 : Evolution de la consommation totale des boissons alcooliques	10
Graphique 5 : Evolution de la consommation totale de vin	11
Graphique 6 : Evolution de la consommation des boissons alcooliques et non alcooliques par adulte de plus de 20 ans	12
Graphique 7 : Evolution comparée des consommations de différentes boissons par adulte de plus de 20 ans	13
Graphique 8 : Evolution de la part des boissons non alcooliques et alcooliques dans le budget total de la consommation des ménages (comparée aux postes principaux)	14
CEE	
Graphique 9 : Evolution comparée des consommations de vin par habitant dans la CEE	15
Graphique 10 : Evolution comparée des consommations de bière par habitant dans la CEE	16
Graphique 11 : Evolution comparée des consommations de spiritueux par habitant dans la CEE	17
Graphique 12 : Evolution comparée des consommations d'alcool pur par habitant dans la CEE	18

II - La consommation des boissons alcooliques en France : éléments d'explication et de prospective	19
par D. Boulet	
1. Eléments d'explication	19
1.1. Influence des variables économiques	19
1.2. Influence des variables socio-démographiques : l'approche des com- portements individuels	28
1.3. L'enquête sur la santé et les soins médicaux	32
2. Eléments de prospective	32
2.1. Estimation statistique des quantités	33
2.2. Estimation des achats	34
2.3. Estimations raisonnées	35
3. Conclusion : une consommation en baisse, mais...	40
<i>Annexe</i> : Difficultés méthodologiques pour la connaissance de l'alcoolis- ation en France	43
III - Statistiques fiscales et professionnelles	45
1) Boissons alcooliques	45
Tableau 1 : Consommation des boissons alcooliques dans le monde par habitant en 1985	45
Tableau 2 : Evolution de la consommation totale et par personne d'alcool pur contenu dans l'ensemble des boissons alcooliques en France depuis 1970	46
Tableau 3 : Evolution de la consommation totale de vin et d'alcool de vin	47
Tableau 4 : Evolution de la consommation totale de bière et d'alcool de bière	48
Tableau 5 : Evolution de la consommation totale de cidre et d'alcool de cidre	49
Tableau 6 : Evolution de la consommation totale de spiritueux	50
Tableau 7 : Evolution de la consommation totale des boissons alcoolis- ques	51
2) Boissons non alcooliques	52
Tableau 8 : Evolution de la consommation de jus de fruits	52
Tableau 9 : Evolution de la consommation des eaux minérales	53
Tableau 10 : Evolution de la consommation des boissons rafraîchis- santes	54
3) Structure et valeur de la consommation des ménages	55

I - Evolution de la consommation des boissons en France et dans la CEE

J.P. Cotton⁽¹⁾

Avertissement

Les chiffres présentés ici proviennent de sources diverses : pour l'alcool, on a utilisé les tableaux élaborés par l'INSEE à partir des données de la Direction générale des impôts ou des syndicats professionnels. En ce qui concerne les vins, les bières ou le cidre, les statistiques de base sont des statistiques en hectolitres réels, à partir desquelles on peut calculer une consommation moyenne par habitant et d'autre part déterminer, en appliquant un degré moyen, une consommation en hectolitres d'alcool pur. Inversement, en ce qui concerne les spiritueux, les statistiques fournies par la Direction générale des impôts sont exprimées en hectolitres d'alcool pur (quantités d'alcool soumises aux droits de consommation) et converties, grâce à des estimations de degré moyen, en volumes de consommation en hectolitres réels.

Les statistiques de consommation de boissons non alcooliques proviennent quant à elles d'organisations professionnelles : Union nationale des producteurs de jus de fruits, Chambre syndicale des eaux minérales et Fédération nationale des boissons.

Introduction

Avant de commenter les chiffres graphiques par graphique, il est utile de résumer les principales tendances que l'on peut dégager de cette étude :

- on note tout d'abord (graphique 1) la chute sensible de la consommation moyenne d'alcool par adulte de plus de 20 ans : de 1970 à 1985, la baisse est de 22 % ;
- parallèlement à cette régression, les habitudes de consommation se transforment : tandis que les consommations de vin et de cidre chutent, la bière et les spiritueux connaissent un regain de faveur auprès du public et voient leur consommation en terme d'alcool pur progres-

(1) Administrateur de l'INSEE, chargé des études économiques et statistiques auprès du Secrétariat général du Haut Comité.

ser, tout au moins jusqu'en 1980 pour les spiritueux et jusqu'en 1976 pour la bière (le degré moyen de celle-ci augmentant du fait de la part croissante des bières de luxe dans l'ensemble du marché). Ceci a été vrai jusqu'en 1983. En ce qui concerne les vins, si la consommation de vins de table régresse sensiblement, celle des vins AOC augmente.

Si ces données apparaissent favorables quant à une politique visant à réduire la consommation d'alcool, plusieurs observations obligent cependant à les relativiser :

— Il faut garder en mémoire qu'il s'agit là de moyennes : rien n'autorise à conclure que la consommation de certains groupes à risque suivrait l'évolution d'ensemble !

— Il reste un effort à faire pour promouvoir la consommation de boissons non alcooliques : le graphique 6 montre qu'en 1984 le volume de boissons alcooliques consommées représente encore près du double de celui des boissons non alcooliques.

— Les comparaisons internationales montrent qu'en 1985 la France reste, de peu, devant le Portugal, le pays où l'on consomme le plus d'alcool pur au monde par habitant : 13,3 litres (à noter que les données internationales proviennent du document *Productshap voor gedistilleerde dranken*, Pays-Bas, 1986).

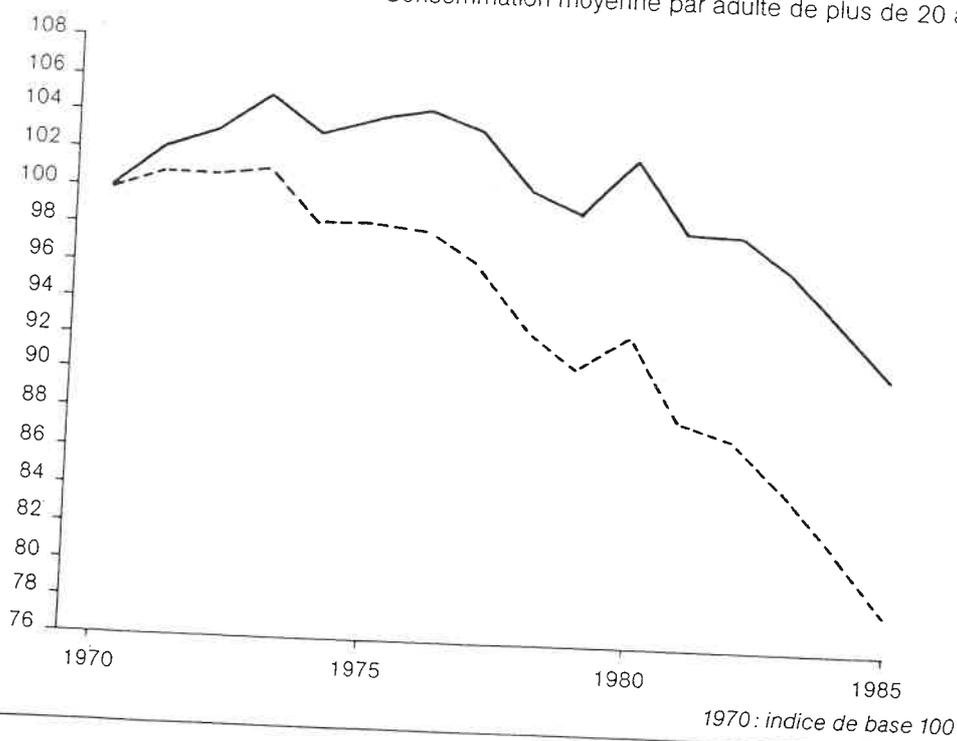
En ce qui concerne l'avenir, on peut présumer que la tendance à la baisse de la consommation totale d'alcool pur devrait se poursuivre. Le marché des vins et des bières risque en effet d'être modifié par l'apparition de nouveaux produits à teneur alcoolique beaucoup plus faible (*wine-coolers* et bières aux fruits par exemple).

FRANCE

GRAPHIQUE 1 :

Evolution de la consommation d'alcool pur depuis 1970

— Consommation totale - - - Consommation moyenne par adulte de plus de 20 ans

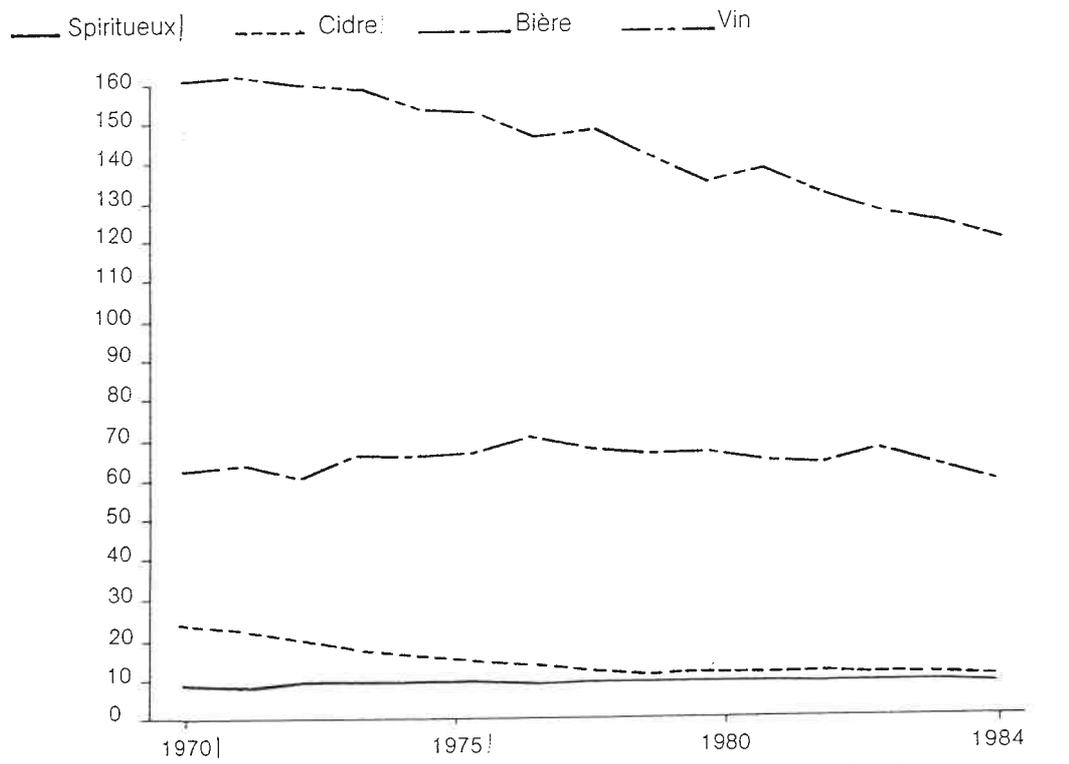


La consommation d'alcool pur par adulte de plus de 20 ans régresse continuellement depuis 1973 : elle est en 1985 de 19,6 litres (et 17,7 litres par adulte de plus de 15 ans) contre 25 litres en 1970 et 25,3 litres en 1973. Après des paliers en 1974-1975 et 1980, la tendance s'accélère depuis cette date.

GRAPHIQUE 2 :

Evolution de la consommation des boissons alcooliques par adulte de plus de 20 ans

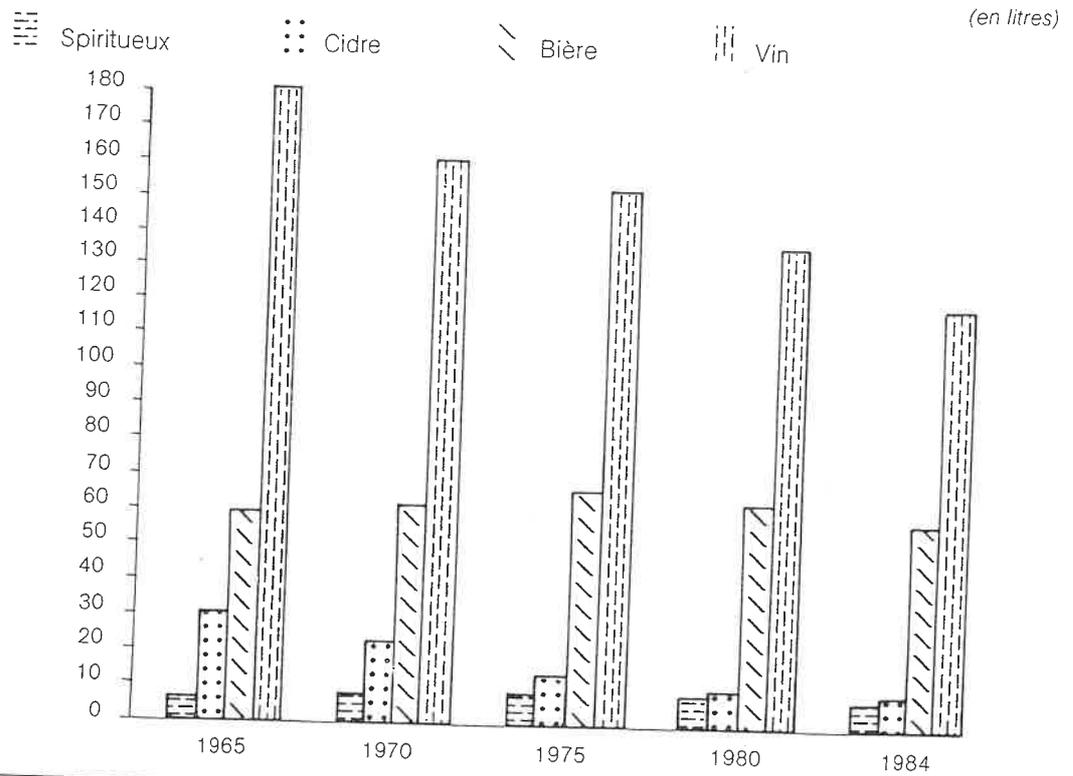
(en litres)



Ce graphique montre l'évolution depuis 1970 des volumes consommés, par adulte de plus de 20 ans, des différents types de boissons alcooliques : on note l'importante régression du cidre et du vin. La consommation de bière et de spiritueux recule aussi, mais plus légèrement, après les pics atteints en 1976 pour la bière, en 1980 pour les spiritueux. A noter que les chiffres en équivalent alcool pur pourront donner une vue légèrement différente, notamment en raison de l'élévation du degré alcoolique des bières, qui provient de l'augmentation continue de la part des bières de luxe depuis 1960, et du degré des vins, qui s'explique par l'augmentation de la part des vins AOC à degré supérieur.

GRAPHIQUE 3 :

Evolution de la consommation des boissons alcooliques par adulte de plus de 20 ans

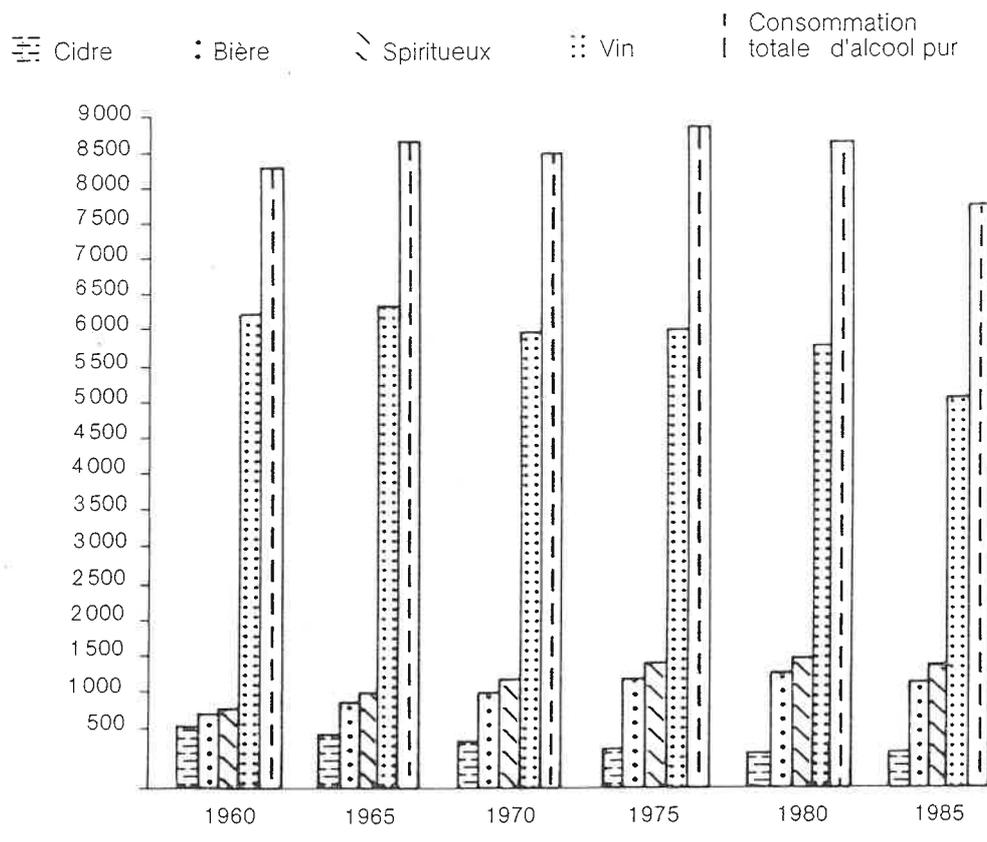


Il s'agit ici des mêmes données chiffrées que pour le graphique 2, présentées sous forme différente ; on y a représenté en parallèle les situations observées en 1965, 1970, 1975, 1980 et 1984. Alors que le volume de vin consommé par adulte représentait, en 1965, trois fois celui de la bière; il en représente le double en 1984 : 120 litres de vin, 60 litres de bière, alors que pour le cidre et les spiritueux, les volumes consommés annuellement sont à peu près de 10 litres. Les spiritueux regroupent cependant des boissons très différentes quant à la nature et au degré d'alcool : pour établir les volumes à partir des chiffres de base qui sont en alcool pur, on a pris un degré moyen de 40°.

GRAPHIQUE 4 :

Evolution de la consommation totale des boissons alcooliques

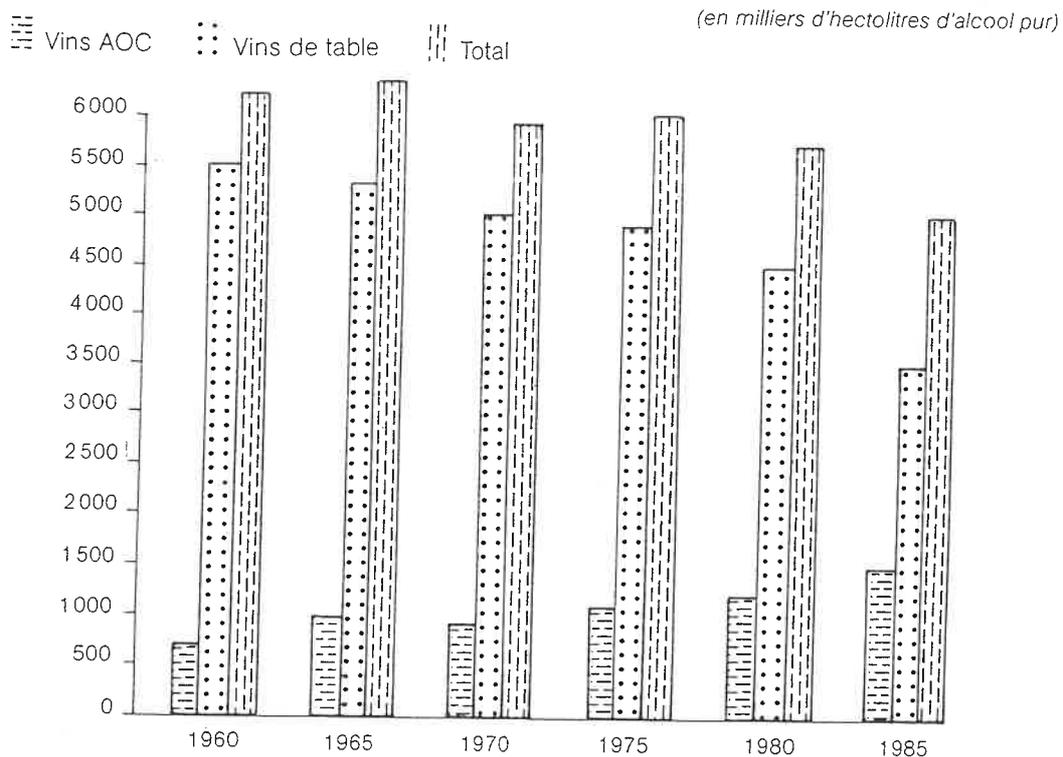
(en milliers d'hectolitres d'alcool pur)



Ce diagramme retrace l'évolution de la consommation totale, en alcool pur, des principaux types de boissons pour les années 1960, 1965, 1970, 1975, 1980 et 1985. On voit que la consommation totale d'alcool pur (dernière colonne à droite sur chaque diagramme) n'a commencé à baisser que vers 1975. Le vin représente encore en 1985 les deux tiers de la consommation totale. La consommation des spiritueux est à peine plus élevée que celle de la bière et représente à peu près 1/6 du total. En ce qui concerne la bière (voir aussi le tableau 4, page 48), on note que l'élévation continue du degré alcoolique moyen, due à l'augmentation de la consommation des bières de luxe, s'est poursuivie jusqu'en 1980 et a enregistré ensuite un palier ; aussi, malgré la diminution du volume consommé depuis 1976, la quantité d'alcool pur contenu dans les bières n'a que peu baissé (et à partir de 1983 seulement). Quant à la consommation de cidre, elle ne représente plus qu'1/40 du total contre 6 % environ en 1960.

GRAPHIQUE 5 :

Evolution de la consommation totale de vin

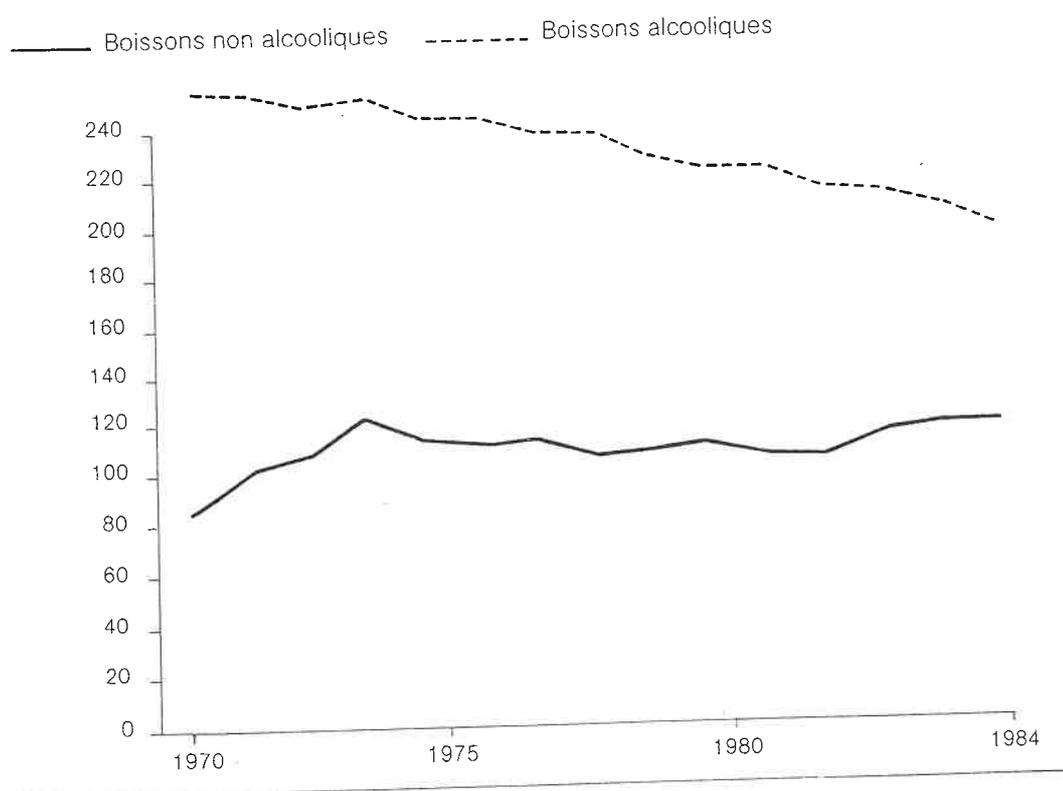


On observe sur ce diagramme la part des vins de table et des vins AOC (appellation d'origine contrôlée) dans la consommation totale pour les années 1960, 1965, 1970, 1975, 1980 et 1985. Les chiffres sont en équivalent-alcool pur car les degrés moyens sont différents : 12°⁵ pour les AOC et 11° pour les vins de table en 1985. On note le remarquable accroissement de la part des AOC, de qualité supérieure : alors qu'ils représentaient moins de 10 % du total en 1960, ils équivalent en 1985 à environ un tiers du total, après un accroissement continu depuis 1970. Parallèlement, la diminution des vins de table est continue depuis 1960 et s'accélère à partir de 1980.

GRAPHIQUE 6 :

Evolution de la consommation des boissons alcooliques et non alcooliques par adulte de plus de 20 ans

(en litres)



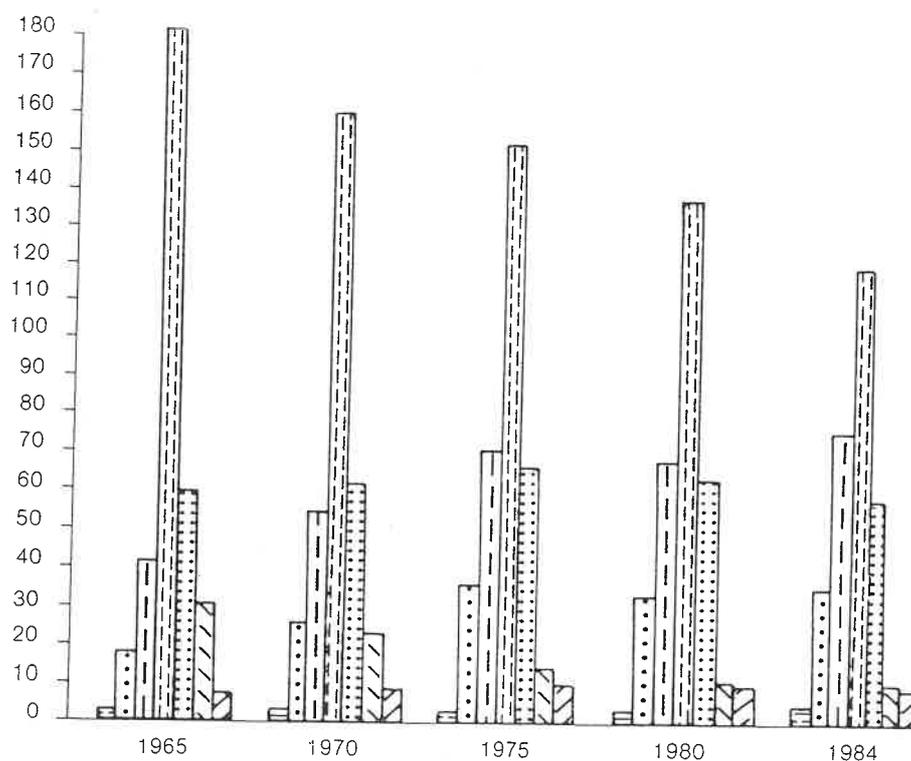
On voit ici que les habitudes de consommation des adultes se sont profondément modifiées depuis 1970 : alors que la consommation de boissons non alcooliques ne représentait que le tiers de celle de boissons alcooliques, elle en représente plus de la moitié en 1984. Le volume consommé de boissons non alcooliques semble cependant plutôt stagner depuis 10 ans, après une très forte augmentation, de 50 % environ, de 1970 à 1973.

GRAPHIQUE 7 :

Evolution comparée des consommations de différentes boissons par adulte de plus de 20 ans

(en litres)

☰ Jus de fruits : Boissons rafraîchissantes / Eaux minérales
 | Vin :: Bière \ Cidre / Spiritueux

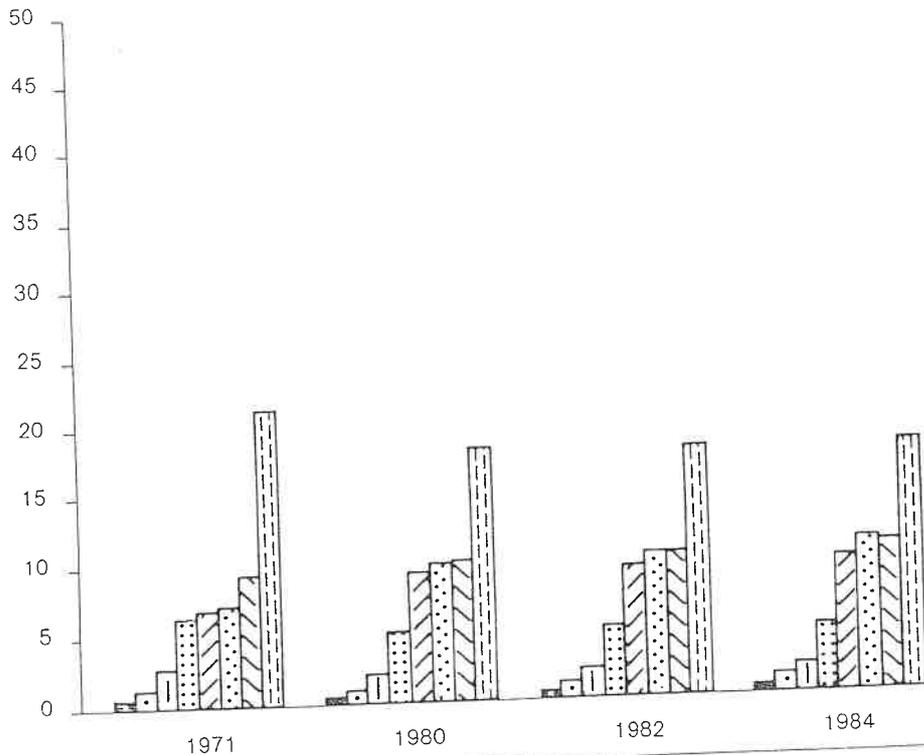


Ce graphique permet de comparer les consommations par adulte des principales boissons alcooliques et non alcooliques, pour les années 1965, 1970, 1975, 1980, 1984. On remarque la forte augmentation des boissons rafraîchissantes jusqu'en 1975, suivie d'une stagnation. Les jus de fruits, quant à eux, se maintiennent à un niveau très bas. Les eaux minérales semblent voir leur consommation reprendre depuis 1980.

GRAPHIQUE 8 :

Evolution de la part des boissons non alcooliques et alcooliques dans le budget total de la consommation des ménages (comparée aux postes principaux)

☰ Boissons non alcooliques : Tabac | Boissons alcooliques
 :: Habillement / Énergie : Santé \ Loyer || Autres produits alimentaires



On a représenté ici l'évolution depuis 1971 de quelques postes de la consommation des ménages français, d'après l'INSEE (structure en pourcentage par rapport au total). On note la baisse du poste « Boissons alcooliques » dont la part passe de 2,9 % du total en 1971 à 1,9 % en 1984, parallèlement d'ailleurs à la baisse de la part des produits alimentaires. Il est néanmoins nécessaire de signaler que ces chiffres sont susceptibles d'être révisés dans la nouvelle Comptabilité nationale en base 1980, en cours d'élaboration. D'autre part, le poste « Boissons alcooliques » présenté ici ne prend pas en compte les consommations d'alcool hors domicile, qui, d'après les estimations antérieures, pourraient représenter en 1984 1,7 %, à ajouter aux 1,9 % figurant sur ce diagramme (voir aussi le tableau « Structure et valeur de la consommation des ménages, page 55).

CEE

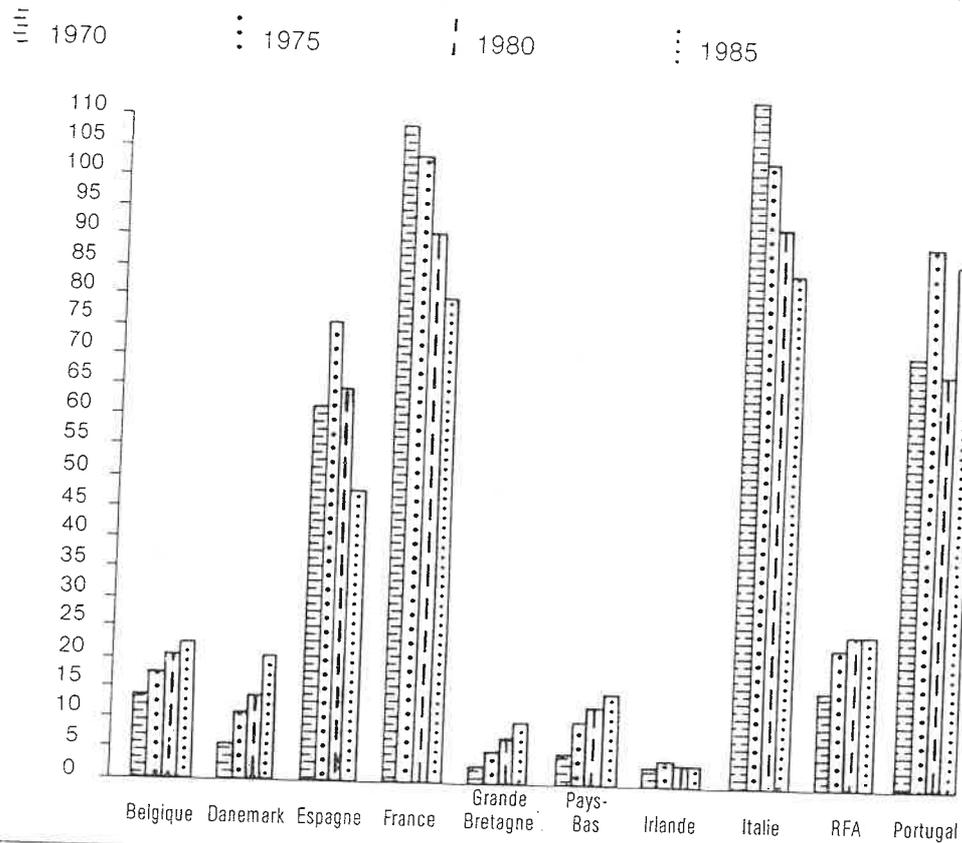
ans

GRAPHIQUE 9 :

Evolution comparée des consommations de vin par habitant dans la CEE

ires

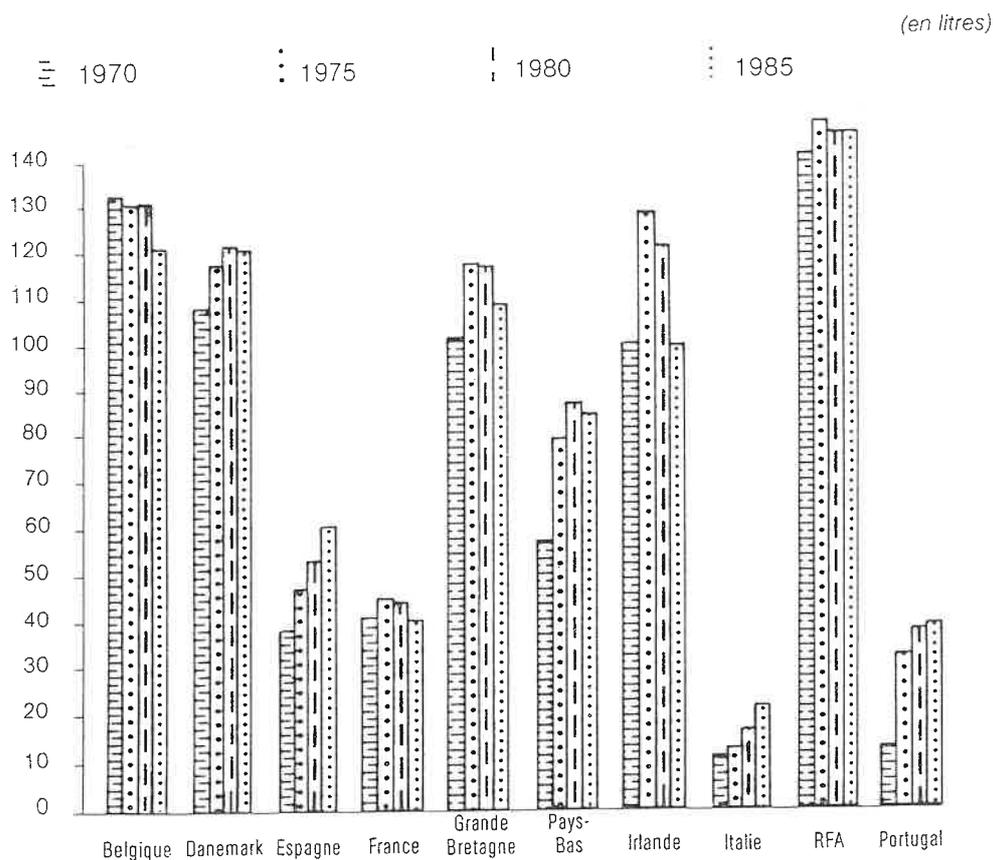
(en litres)



La France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne sont les quatre principaux consommateurs de vin en Europe. Seul le Portugal connaît une évolution originale : baisse entre 1975 et 1980, mais redémarrage de la consommation ensuite. Par contre, on assiste à une baisse régulière de la consommation en France, en Italie et en Espagne. Une évolution que ne connaissent pas les autres pays, moindres consommateurs, qui voient les quantités consommées augmenter.

GRAPHIQUE 10 :

Evolution comparée des consommations de bière par habitant dans la CEE

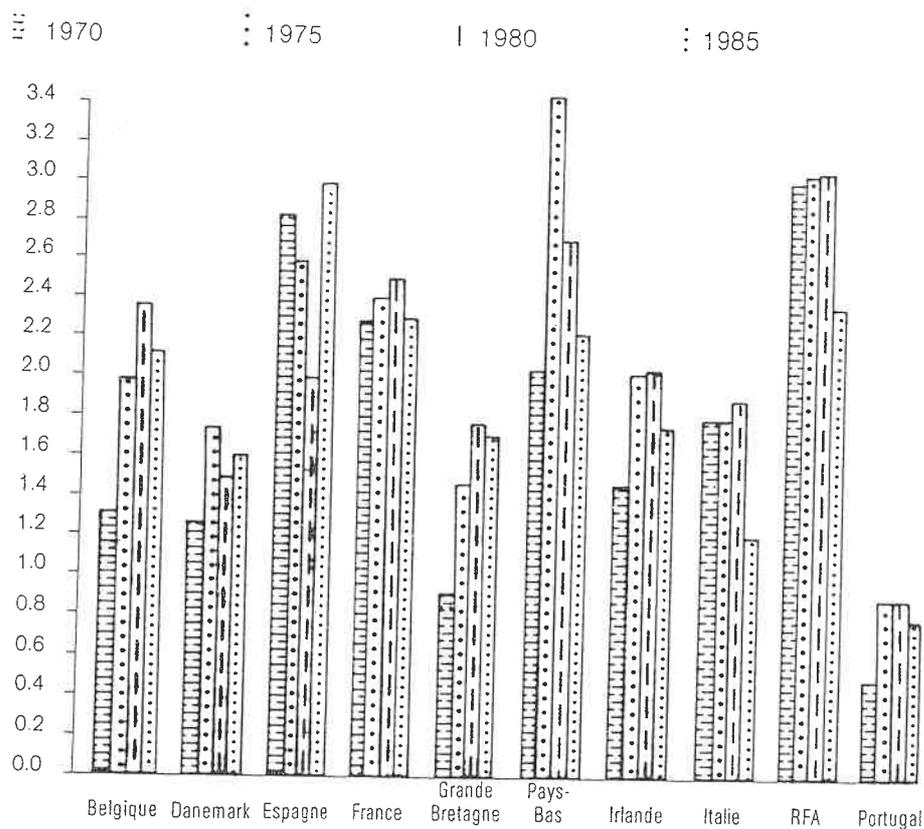


La France n'est pas un pays fort consommateur de bière quand on la compare à ses voisins : de même que les autres pays forts consommateurs de vin, la consommation y garde un niveau bien moins élevé qu'en RFA ou en Grande-Bretagne par exemple. A noter que la consommation baisse ou stagne dans à peu près tous les pays forts consommateurs, depuis 1975 : le phénomène n'est cependant pas aussi sensible que la baisse de la consommation de vin dans les pays forts consommateurs (graphique précédent). On remarque aussi qu'en ce qui concerne la bière, l'évolution française se différencie des fortes progressions enregistrées en Espagne, en Italie et au Portugal.

GRAPHIQUE 11 :

Evolution comparée des consommations de spiritueux par habitant dans la CEE

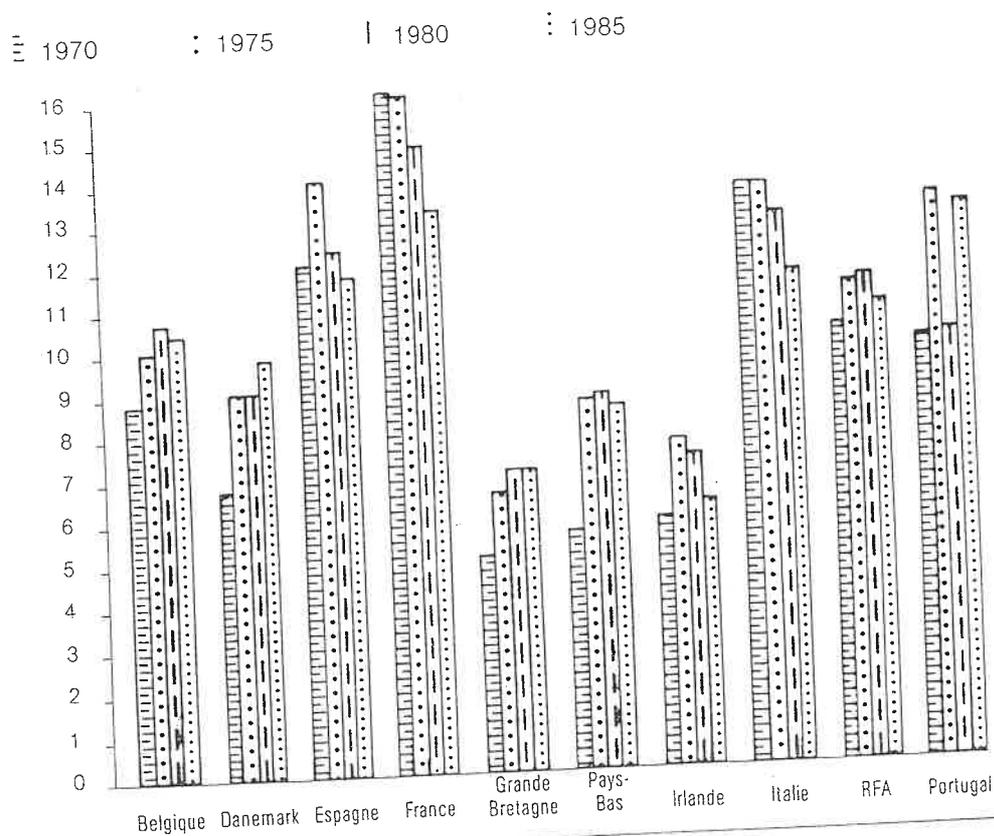
(en litres d'alcool pur)



Pour les spiritueux, les différences ne sont pas aussi accusées que pour la bière et le vin : on peut cependant distinguer un groupe de pays forts consommateurs, parmi lesquels la RFA, la France, les Pays-Bas, la Belgique et l'Espagne. La RFA et les Pays-Bas ont enregistré de remarquables baisses de consommation respectivement depuis 1980 et 1975. En Belgique, on observe une croissance forte et régulière suivie à partir de 1980 d'une baisse, tandis qu'en Espagne, à l'inverse, on assiste entre 1980 et 1985 à un fort redémarrage de la consommation. En France, il y a à partir de 1970 une croissance légère, suivie d'une baisse depuis 1980, avec retour en 1985 du niveau de 1970.

GRAPHIQUE 12 :

Evolution comparée des consommations d'alcool pur par habitant dans la CEE (en litres)



Ce graphique forme la synthèse des trois précédents, en équivalent alcool pur ; on voit que la France reste, de 1970 à 1985, le plus fort consommateur d'alcool. En fin de période, elle est suivie de très près par le Portugal, qui enregistre une forte remontée depuis 1980 : 13,3 litres d'alcool pur par habitant en France en 1985 contre 13,1 litres au Portugal. Parmi les pays les plus proches on note l'Espagne (11,8 litres), l'Italie (11,6 litres), la RFA (10,8 litres) et la Belgique (10,5 litres).

II - La consommation des boissons alcooliques en France : éléments d'explication et de prospective

D. Boulet ⁽¹⁾

1 - Eléments d'explication

1.1. Influence des variables économiques

Il est classique en analyse économique de chercher à expliquer l'évolution de la demande d'un (ou d'un groupe de) produit(s), par l'influence des prix et/ou des revenus des consommateurs.

En 1973 en particulier, l'INSEE a réalisé une étude sur les grandes tendances de la consommation alimentaire, comportant à partir des séries observées entre 1950 et 1971, des projections de tendances à l'horizon de 1980 (Fouquet, 1976).

C'est le prix relatif de chaque produit (c'est-à-dire la variation du prix du produit par rapport à celle de l'ensemble des prix de détail, de façon à éliminer l'influence de l'inflation) qui est retenu comme variable principale dans l'ajustement des tendances de la consommation alimentaire, lorsque le revenu des ménages connaît une évolution relativement régulière.

Pour cette période (1950-1971), l'INSEE observe :

- la régression régulière de la consommation de vins courants, qui selon les calculs effectués devait être compensée en « volume » (achats à prix constant) par la progression de la demande de vins fins et surtout de champagne et mousseux, soit une stabilisation en 1980, au niveau de 1970 ;
- la forte augmentation de la consommation de bière, avec une hypothèse de croissance en volume de 3 % par an en moyenne entre 1970 et 1980, grâce notamment à une relative stabilité supposée du prix relatif de la bière ;

(1) INRA, Laboratoire d'économie, Montpellier, expert auprès du Haut Comité.

• concernant les spiritueux les commentaires sont intéressants à citer :

« Jusqu'en 1959, la lutte contre l'alcoolisme (plus les rentrées fiscales) entraîne une hausse constante des taxes et le prix des alcools croît plus rapidement que l'ensemble des prix ; à partir de 1959, les taxes sont stabilisées, le prix relatif des alcools diminue ; depuis 1967, on assiste à un rattrapage des taxes sur l'alcool et une croissance du prix relatif des alcools. L'évolution de la consommation a suivi le schéma exactement inverse » (Fouquet, 1976, p. 51).

Globalement les projections de l'INSEE faites en 1973 pour 1980, retenir une hypothèse de croissance de la demande en volume de boissons alcooliques, au taux moyen de 1,4 % par an entre 1970 et 1980, compte tenu d'une hypothèse de hausse globale des prix relatifs de 0,9 % par an pour cette même période.

A noter que la même étude prévoyait une hausse beaucoup plus forte de la demande de boissons sans alcool, soit +6,2 % par an en moyenne, compte tenu notamment d'une baisse sensible de leurs prix relatifs (indice 85,9 en 1980, pour un niveau de 100 en 1970).

Peu de temps après ces projections intervenait le premier choc pétrolier et la crise des économies industrielles qui a suivi.

En 1983 une nouvelle étude de l'INSEE (Darmon, 1983) a confronté les projections faites dix ans avant pour 1980, aux données réelles, compte tenu des perturbations économiques et sociales intervenues entre-temps.

Pour l'ensemble du poste « boissons », les prévisions de 1973 se sont avérées beaucoup trop optimistes puisqu'elles avaient prévu une hausse de la consommation en volume par tête au taux moyen de +1,6 % entre 1970 et 1980, alors qu'elle n'a été que de 0,3 %, bien que les évolutions prévues des prix relatifs aient été respectées (légère décroissance sur la période).

Dans cet ensemble, il est remarquable de constater que c'est le poste « Boissons sans alcool » qui a connu un arrêt brutal de la croissance de la consommation, puisque le taux annuel, en volume par tête, est passé de 8,6 % entre 1959 et 1973 à 0,3 % entre 1973 et 1980 (soit un indice de volume en 1980 par rapport à 1970 de 134,0 au lieu de 183,2 prévu). Alors que la consommation par personne prévue pour 1980 était de 125,8 litres (contre 51,4 litres en 1970), elle n'a été, en fait, que de 73,8 litres.

L'auteur de l'étude note que « rien dans l'évolution du prix relatif ne permet d'expliquer le ralentissement brutal de la croissance des dépenses de boissons non alcoolisées » (Darmon, 1983, p. 39).

Concernant les boissons alcooliques, l'écart aux prévisions, en volume, n'a été que faible : 107,1 contre 114,3 prévu, la principale source d'écart venant des vins courants, dont la régression a été plus forte que prévue (indice 72,2 au lieu d'une prévision de 91,2).

Cependant des ruptures de tendances inégales selon les produits ayant été observées entre 1977 et 1985, il est nécessaire d'observer l'évolution comparée de la demande en volume et du prix relatif jusqu'en 1985, pour chaque produit (rappelons que ces données ne concernent que la consommation à domicile des ménages).

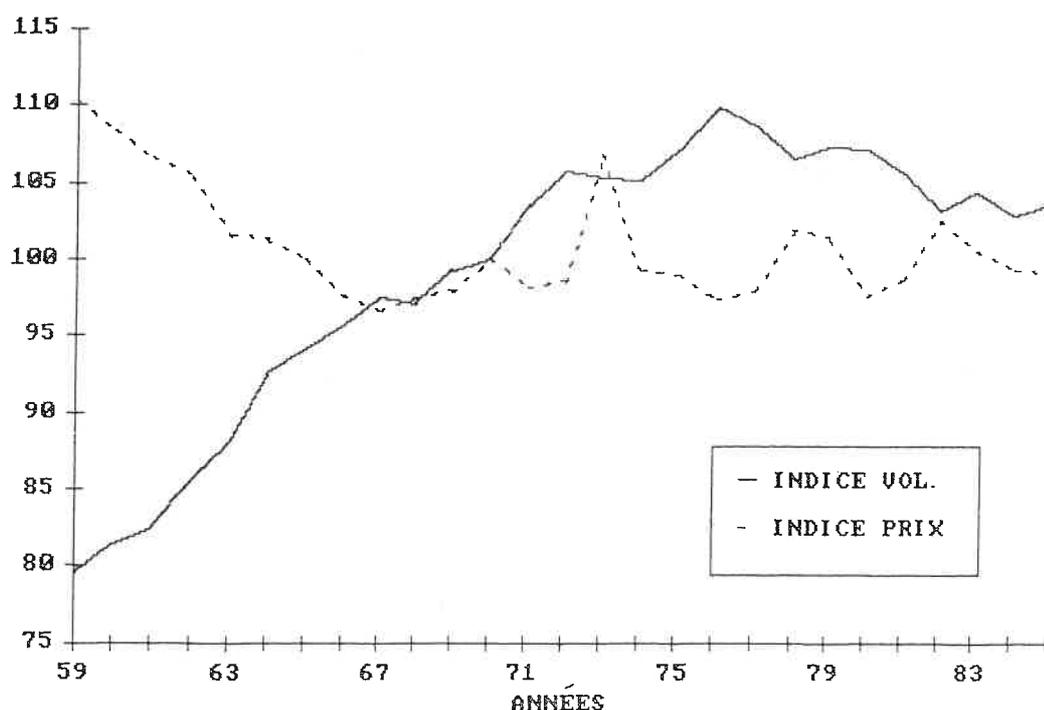
Ensemble des boissons alcooliques (graphique 1)

Selon l'INSEE (Darmon, 1983) les évolutions relatives des prix et de la demande pour l'ensemble des boissons alcooliques, entre 1959 et 1981, peuvent être caractérisées ainsi :

« De 1959 à 1967 le prix relatif a décliné sensiblement ($- 1,7\%$ par an), entraînant une croissance de la consommation en volume par tête d'environ 1% . A partir de 1968 les prix relatifs s'orientent à la hausse jusqu'en 1973 où ils subissent une forte hausse ($+ 8,5\%$ en un an), entraînant un ralentissement de la consommation ($+ 0,7\%$ en volume par tête et par an) alors que le pouvoir d'achat continuait à croître au même rythme ; depuis 1973 enfin ils sont à nouveau en baisse jusqu'en 1977, remontent légèrement en 1978 et 1979 et baissent sensiblement en 1980 ($- 5\%$). Mais cette baisse récente des prix relatifs n'a pas entraîné un redémarrage de la consommation de boissons alcooliques qui reste orientée à la baisse ($- 0,6\%$ par tête en volume de 1973 à 1980) » (p. 116).

GRAPHIQUE 1 :

Total des boissons alcooliques



Si l'on observe les courbes complétées jusqu'en 1985 on constate qu'en fait, au-delà de variations annuelles assez fortes des prix, la courbe de la demande en volume présente une tendance, assez marquée, à la régression entre 1976 et 1985.

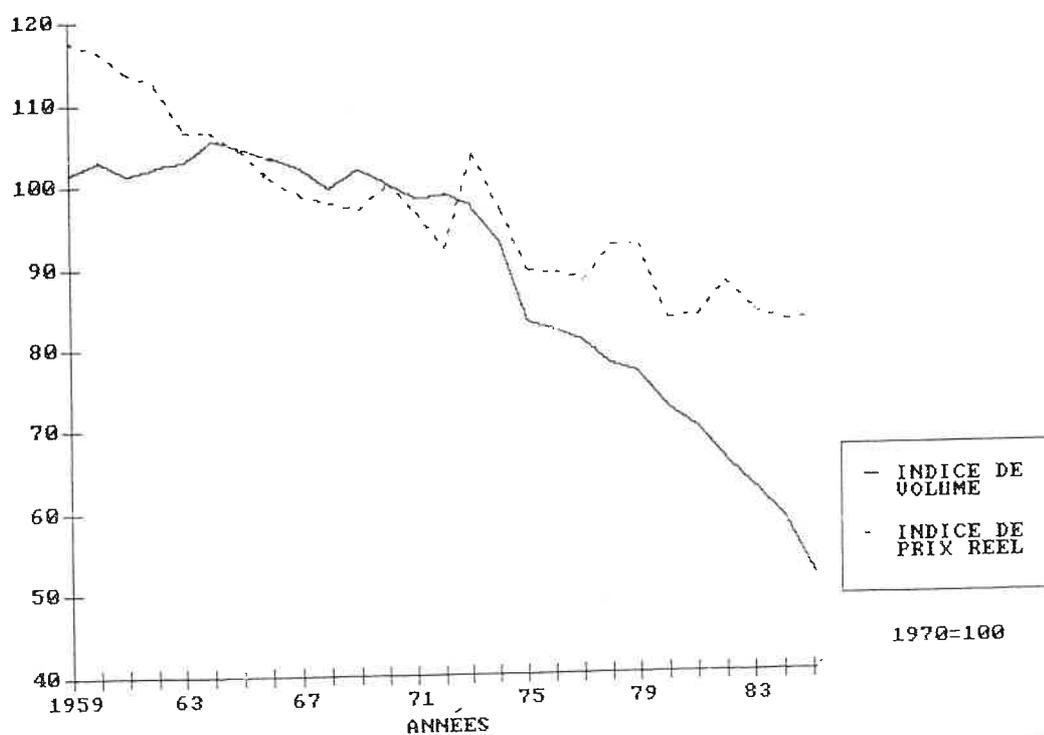
Vin

• Vins courants (graphique 2)

La caractéristique majeure est la décroissance continue de la demande en volume depuis le milieu des années 1960, avec une accélération sensible à partir de 1975, alors même que l'on observe une baisse régulière des prix relatifs. On notera la hausse ponctuelle des prix en 1973.

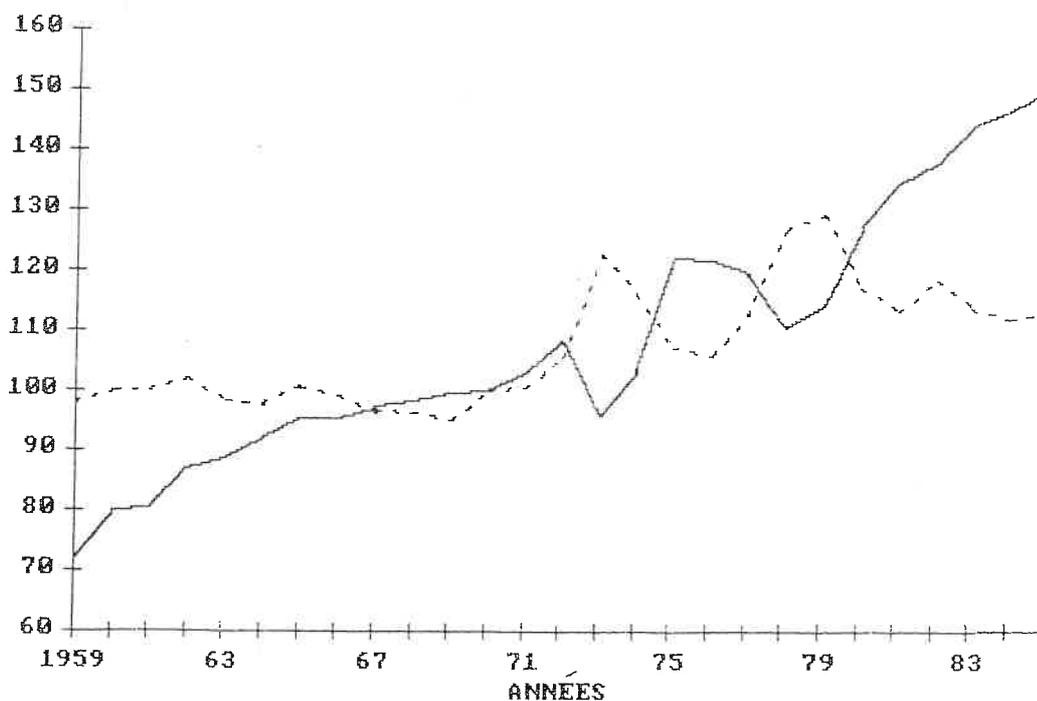
GRAPHIQUE 2 :

Vins courants



• Vins AOC (graphique 3)

Contrairement aux vins courants le trend est croissant, mais l'élasticité par rapport aux prix relatifs apparaît assez forte. En particulier la baisse des prix relatifs depuis 1980, entraîne une forte hausse de la demande en volume. Entre 1972 et 1980 on note de fortes fluctuations de prix, avec notamment une pointe en 1973.

GRAPHIQUE 3 :
Vins A.O.C.


- *Champagnes et mousseux* (graphique 4)

On observe le même type de relation que pour les AOC : trend croissant de la demande en volume, avec une forte hausse à partir de 1974, en raison de la stabilisation des prix relatifs, mais avec une élasticité à court terme assez forte.

Bière (graphique 5)

Croissante jusqu'en 1976, la demande en volume régresse depuis. Il est remarquable de noter que les prix relatifs ont, eux, diminué jusqu'en 1978, et n'ont augmenté qu'ensuite. La rupture de tendance de la demande en 1976 ne paraît donc pas explicable comme une réaction aux prix (1976 est, curieusement, l'année de la consommation record de bière, en raison de la très grande chaleur de l'été).

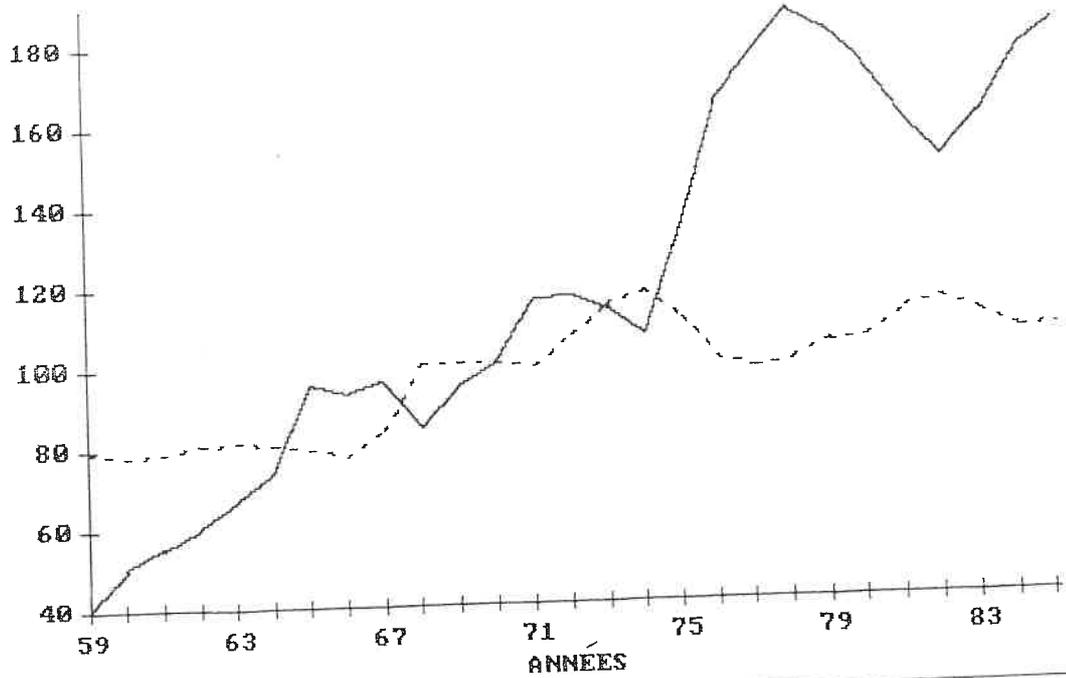
Spiritueux

- *Eaux-de-vie* (graphique 6)

Après une croissance soutenue jusqu'en 1978, la demande en volume régresse légèrement depuis, en liaison directe avec une hausse, lente mais continue, des prix relatifs depuis cette date.

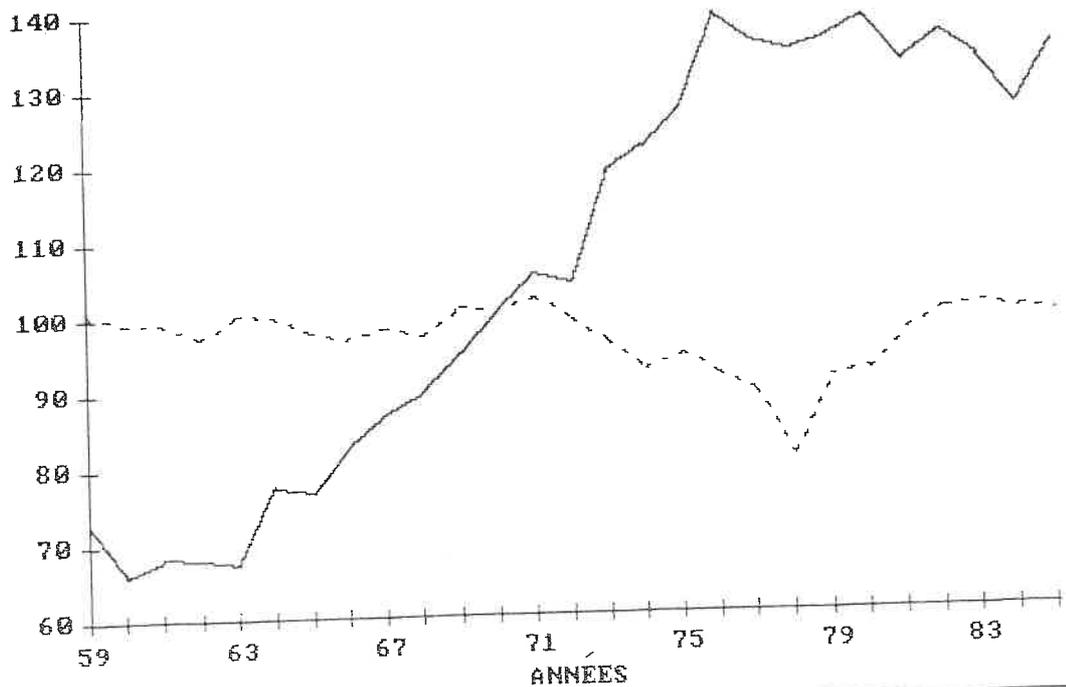
GRAPHIQUE 4 :

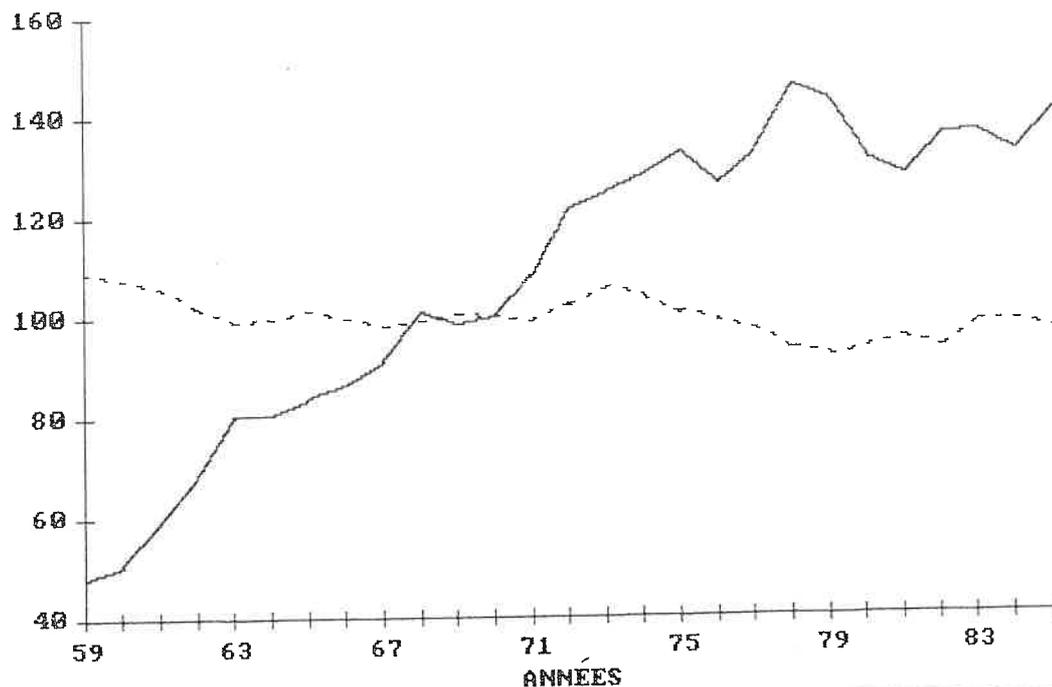
Champagnes et mousseux



GRAPHIQUE 5 :

Bière



GRAPHIQUE 6 :
Eaux-de-vie


- *Apéritifs et liqueurs* (graphique 7)

La demande en volume a fortement augmenté de 1959 à 1974, bien que les prix relatifs aient cessé de décroître à partir de 1968.

Depuis 1974 la demande en volume est stagnante, les prix relatifs marquant la même stabilité, avec cependant un léger décrochage en 1978 (curieusement accompagné cette année-là par une baisse sensible de la demande).

On retiendra de ce survol des évolutions comparées de la demande et des prix des boissons alcooliques, que seule une analyse fine par produit (ou groupe de produits homogènes) permet une bonne compréhension des mécanismes à l'œuvre.

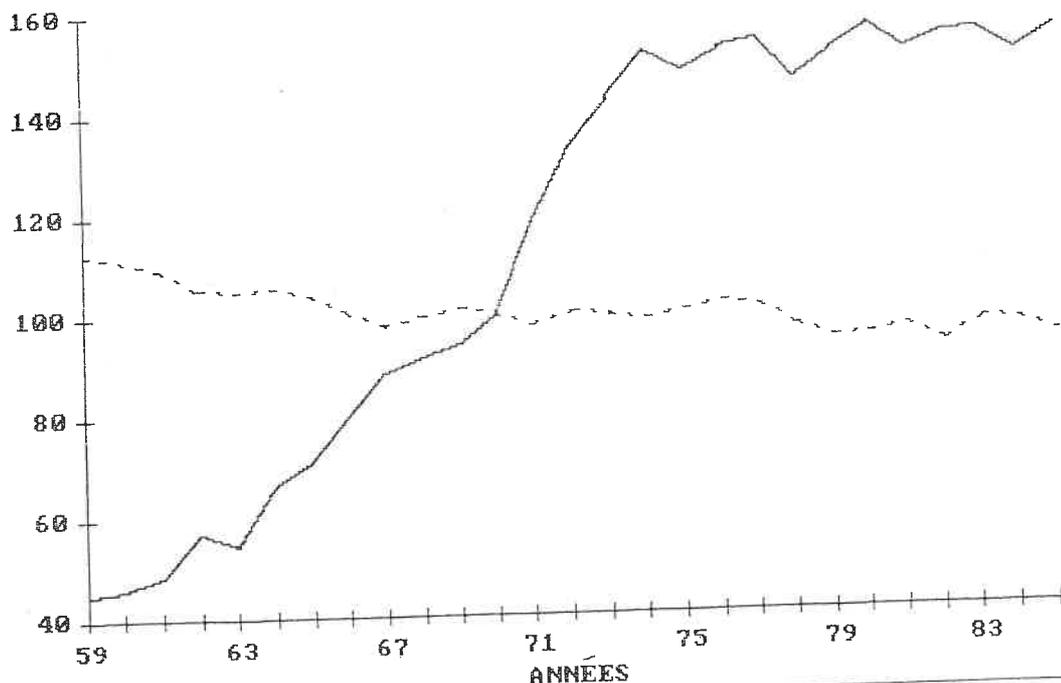
Il convient de distinguer les vins d'une part et les autres boissons alcooliques d'autre part.

- Pour le poste vin, le phénomène majeur est une régression tendancielle lourde de la demande de vins courants (avec même une accélération récente), qui s'exprime malgré la baisse marquée des prix relatifs.

L'évolution relative aux vins AOC est l'opposé de la précédente, pour la demande en volume, avec cependant des variations annuelles

GRAPHIQUE 7 :

Liqueurs et apéritifs



fortes, manifestant une élasticité élevée par rapport aux prix relatifs, eux-mêmes déterminés par l'importance des récoltes et leur valeur qualitative, mais aussi par des phénomènes de spéculation.

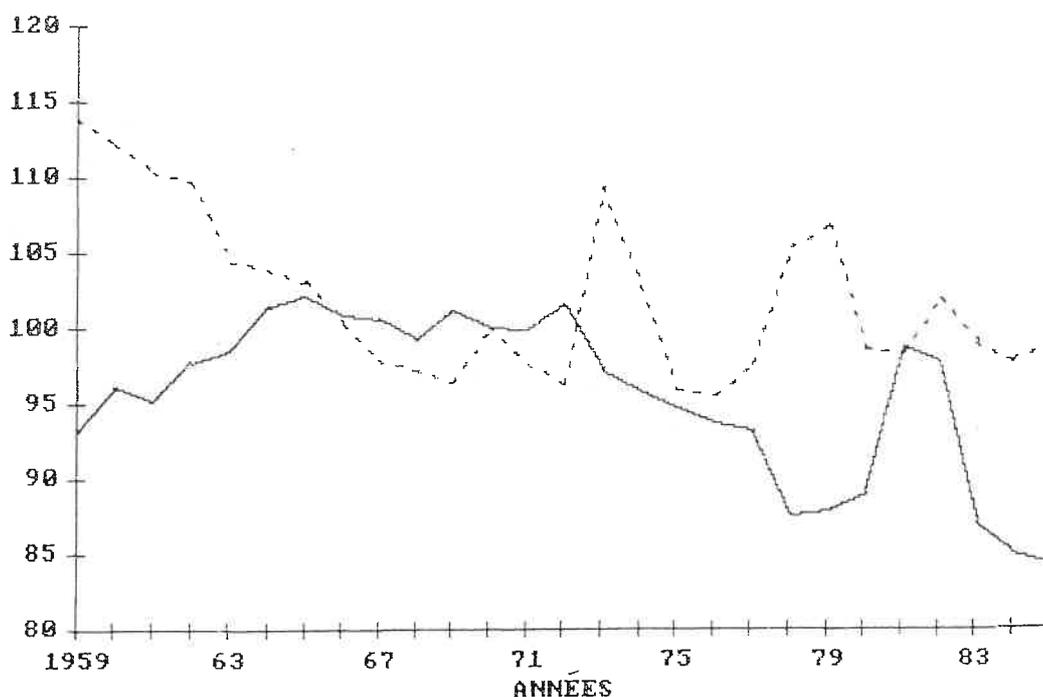
Pour autant les deux phénomènes ne se compensent pas en termes de volume de demande, puisque celle-ci décroît tendanciellement pour l'ensemble du poste « Vins tranquilles » (graphique 8), malgré une certaine stabilité des prix relatifs.

De leur côté les champagnes et mousseux connaissent toujours un marché en expansion, notamment depuis que les prix relatifs semblent mieux maîtrisés et stabilisés.

• Pour la bière et les spiritueux, produits plus industrialisés (c'est-à-dire non influencés par les variations de récoltes comme dans le cas du vin), on observe des relations plus classiques entre variation de la demande et variation des prix.

Il est cependant curieux de constater des ruptures importantes de tendance (pour l'essentiel un arrêt de la croissance de la demande en volume), à des époques sensiblement différentes :

- 1974 pour les liqueurs et apéritifs,
- 1976 pour la bière,
- 1978 pour les eaux-de-vie.

GRAPHIQUE 8 :
Vins tranquilles


On peut penser qu'il s'agit de ruptures s'inscrivant dans le contexte de crise instauré depuis 1973. On notera cependant que pour la bière l'inflexion de la demande est intervenue alors même que les prix relatifs continuaient à décroître.

D'une façon générale, les explications proposées par l'INSEE à propos des évolutions constatées depuis 1973, notamment dans le cas des boissons, se rattachent à deux types d'hypothèses :

— « La première explication réside dans une accélération des changements de préférence de la part des ménages. Le brusque changement de situation économique a pu hâter le déclin de certains produits proches de la saturation : cas des boissons alcooliques.

— La deuxième explication réside dans une véritable mutation du comportement qui conduit les ménages à remettre en cause leur schéma de hiérarchie des besoins et à limiter la consommation de certains produits jugés superflus : ceci semble être le cas des boissons sans alcool » (Darmon, 1983, p. 44).

On retiendra donc que « la crise » a beaucoup plus affecté la demande de boissons sans alcool que celle de boissons alcooliques, qui, ainsi, n'apparaissent pas comme faisant partie des consommations les plus superflues qui peuvent être réduites en premier lorsque les revenus se détériorent.

Pour autant les mutations concernant la consommation d'alcool en France sont fortes, mais les plus importantes — qui concernent le vin — sont antérieures à 1973.

Comme on l'a déjà signalé nombre de ces mutations ne semblent pas explicables par le jeu des seules variables économiques classiques (prix, revenus), et renvoient à des aspects démographiques et/ou socio-culturels. Il convient dès lors d'essayer d'observer, et de comprendre, les comportements individuels.

1.2. Influence des variables socio-démographiques : l'approche des comportements individuels

Le vin restant, de très loin, la principale source d'alcool consommée en France, et constituant, actuellement, le principal vecteur de la baisse de sa consommation, on l'analysera spécifiquement, avant d'aborder l'ensemble de la consommation d'alcool.

1.2.1. Le cas particulier de la consommation de vin

L'enquête INRA-ONIVIT de 1980 et son actualisation de 1985 (Boulet et alii, 1981, 1986), ont permis de réaliser une étude fine des comportements de consommation de vin en France.

On peut résumer ainsi les principaux apports de ces travaux :

— La différenciation régionale des comportements de consommation du vin est très forte, et oppose les zones Nord-Est et Ouest, où cette consommation est relativement peu répandue, au Centre-Ouest, Sud-Ouest et Sud, où le vin fait partie des habitudes alimentaires de toutes les catégories de la population. Cependant entre 1980 et 1985 les écarts se sont sensiblement réduits, par un recul net de la consommation dans les zones où elle était traditionnellement très répandue.

Il convient de souligner par ailleurs que le Nord et le Sud se différencient en termes de modes de consommation : au Nord les vins sont assez fortement alcoolisés et sont bus le plus souvent purs ; au Sud les vins ont un titre alcoolique plutôt faible, et ils sont bus fréquemment dilués.

— En moyenne nationale, trois grands types d'attitudes à l'égard du vin s'observent dans la population :

- les non consommateurs,
- les consommateurs occasionnels (volume moyen bu par an = 30 l),
- les consommateurs réguliers (volume moyen bu par an = 170 l).

On a pu constater (du moins entre 1980 et 1985) que l'évolution relative de ces trois groupes (au sein de la population de plus de 14 ans) permettait de comprendre le mécanisme de régression de la consommation de vin en France :

	Pourcentage de la population (> 14 ans) en		Variation 1985/1980 de chaque catégorie en %
	1980	1985	
Consommateurs réguliers	47	38	- 19
Consommateurs occasionnels	30	32	+ 7
Non consommateurs	23	30	+ 30
	100	100	

En cinq ans cette évolution a représenté la disparition d'environ deux millions de consommateurs de vin.

— Les consommateurs occasionnels (qui de 39 % des consommateurs de vin en 1980, en représentent 46 % en 1985) sont surtout présents chez les jeunes (et en ce sens semblent caractériser un effet de génération) les femmes, les urbains et plus généralement les sédentaires.

— Ce déplacement du statut du vin dans la société, qui de boisson (énergétique) quotidienne, tend à devenir une boisson (d'agrément) de circonstance, se réalise au détriment des vins de table et au profit des « vins fins ».

— Ce faisant, le mode d'alcoolisation s'en trouve sensiblement modifié :

- augmentation du degré alcoolique moyen des vins consommés ;
- augmentation de la proportion de vins bus purs ;
- concentration dans le temps des moments de consommation, autour des circonstances de convivialité : invitations, restaurant...

— La distribution des volumes individuels de vin consommés n'a pu être qu'approchée dans le cadre de cette enquête. On retiendra que :

- un tiers des consommateurs de vin boit en moyenne 40 à 59 cl par jour ;
- 4,2 % des consommateurs de plus de 10 ans absorbent plus d'un litre de vin par jour, dont 2,8 % plus d'un litre et demi ;
- parmi les consommateurs de vin, si 66 % des hommes boivent moins de 60 cl de vin par jour, c'est le cas pour 86 % des femmes : les hommes boivent les deux tiers du vin consommé en France.

Quant aux déterminants de cette profonde mutation dans les comportements de consommation du vin, outre l'effet de génération déjà signalé, qui fait que les jeunes se positionnent différemment de leurs aînés à l'égard de ce produit, on retiendra que parmi leurs motivations les non consommateurs et les consommateurs occasionnels de vin citent (en second rang après l'affirmation qu'ils aiment peu ou pas ce produit), les questions de santé. Il semblerait donc qu'une proportion — sans doute croissante — de Français, aient actuellement intériorisé l'idée qu'une consommation quotidienne d'alcool à chaque repas, soit

préjudiciable à la santé (définie au sens large et pas seulement sous l'aspect pathologique).

C'est bien entendu le vin courant, boisson de table traditionnelle des Français qui supporte ce renversement d'opinion et de comportements.

1.2.2. Analyses globales des processus d'alcoolisation

Le colloque d'Esclimont organisé en 1983 par le Haut Comité sur le thème des « Différences régionales des consommations d'éthanol et des risques d'alcoolisation pathologiques » (HCEIA, 1984), a tenté un premier bilan des études disponibles et des résultats acquis, concernant l'observation des comportements de consommation d'alcool dans la population.

Dans le même esprit on indiquera ci-après quelques résultats remarquables d'études récentes, permettant d'approcher la différenciation des comportements individuels en matière d'alcoolisation, et ses déterminants.

Etude Aquitaine

En 1982 une équipe de chercheurs (Fréour et alii, 1982) a réalisé une enquête épidémiologique en Aquitaine, sur la consommation d'alcool, auprès d'un échantillon de 5 000 hommes de 40 à 75 ans.

Cette étude a permis de construire, pour la population observée, les histogrammes de distribution, d'une part de la consommation quotidienne d'alcool au moment de l'enquête, d'autre part de la consommation quotidienne d'alcool maximale, au cours de la vie (ces deux distributions étant de type gaussio-logarithmique).

Il est apparu que 11 % des hommes observés dans l'échantillon, étaient abstinents au moment de l'enquête, dont 6 % l'étaient devenus en cours de vie. Plus généralement 27,8 % avaient diminué ou stoppé leur consommation d'alcool au cours de leur vie, ce qui traduit une assez grande plasticité des comportements.

En matière de seuils théoriques de risque, les deux limites de 100 g et 200 g d'alcool par jour, sont franchies par les proportions suivantes d'individus :

	Pourcentage de l'échantillon ayant consommé plus de	
	100 g/j	200 g/j
Consommation au moment de l'enquête	19,4 %	1,7 %
Consommation maximale antérieure	30,4 %	5,8 %

Les CSP comportant les plus fortes proportions de « gros buveurs » (plus de 150 g/j) sont : les ouvriers agricoles (25 %), les personnels de service (21 %), les agriculteurs (17 %), les ouvriers (16 %).

Cette étude a par ailleurs mis en relief des différences de comportements de consommation très accusées entre le département des Pyrénées-Atlantiques et celui des Landes, qui semblent ne pouvoir s'expliquer que par des différences de contextes socio-culturels.

Etude Languedoc-Roussillon

Une étude en cours ⁽¹⁾ en Languedoc-Roussillon, sur les pratiques de consommation de boissons de la population de plus de 15 ans, a permis (sur la base des consommations observées et des fréquences de consommation déclarées) d'établir une typologie de ces comportements en trois grands profils.

Dans cette typologie, le groupe à fort niveau de consommation d'alcool (indice du niveau moyen de la population régionale = 100 ; niveau du groupe : 220), et qui réunit 8,9 % de la population de la région, comporte un fort pourcentage de jeunes (16-24 ans) de sexe masculin, issus de ménages ouvriers. Leur consommation porte sur toutes les boissons alcooliques, et notamment la bière et les spiritueux. Une consommation associée de tabac apparaît nettement. Le taux d'accidents corporels au cours des cinq dernières années est, dans ce groupe, significativement plus élevé que dans la moyenne régionale.

A l'opposé un groupe de faibles consommateurs d'alcool, qui réunit 52,7 % de la population observée, apparaît constitué de deux sous-groupes :

— le premier (48 % de la population), contient une forte proportion de femmes (66,5 %) et de personnes âgées (25,4 % de plus de 64 ans). Socialement il s'agit plutôt d'inactifs et de revenus modestes, le niveau moyen de consommation d'alcool est à 48 (pour un niveau 100 dans l'ensemble de la population) et l'on retrouve dans ce sous-groupe les 13,8 % de la population totale (28,6 % de l'effectif du sous-groupe) ne consommant jamais d'alcool. Si la consommation de tabac est plutôt faible (58,5 % de non fumeurs), par contre on observe une surconsommation de médicaments par rapport à l'ensemble de la population observée ;

— le second sous-groupe (4,7 % de la population) est plutôt constitué de personnes jeunes (66,8 % de moins de 35 ans, contre 35,4 % dans l'ensemble, dont 37,5 % de 16 à 25 ans, contre 16,8 %). Le niveau moyen de consommation est à l'indice 34, et en particulier 53,1 % des personnes de ce sous-groupe (contre 39 % en moyenne) ont déclaré n'avoir bu la veille de l'enquête que du café, du thé, de l'infusion... ou de l'eau, les 47 % restants présentant une assez forte consommation de boissons sans alcool. La consommation de tabac dans ce sous-groupe est proche de la moyenne, par contre on observe une certaine surconsommation de sucre.

(1) Réalisée par Balmès, Boulet et Picheral, à paraître en 1988.

1.3. L'enquête sur la santé et les soins médicaux

Réalisée en 1980-1981 conjointement par l'INSEE, le CREDOC et l'INSERM (SESI, 1983, 1984) cette enquête décennale sur la consommation médicale comportait des questions sur les habitudes de consommation des boissons alcooliques (échantillon national de 16 220 personnes de plus de 14 ans).

Raisonnant en terme de verre de boisson alcoolique (estimé à 10 g d'alcool quelle que soit la boisson), l'enquête a permis de mettre en évidence quelques faits marquants :

- Les deux tiers des hommes, contre seulement un tiers des femmes boivent régulièrement de l'alcool. La proportion de personnes prenant plus de 6 verres par jour (environ 60 g d'alcool) est de 8,5 % chez les hommes et 0,6 % chez les femmes. Chez les hommes, 3,8 % d'entre eux dépasseraient les 100 g d'alcool par jour.
- Par extrapolation, les auteurs de l'étude estiment à 1 738 000 (dont 1 639 000 hommes) le nombre de personnes de plus de 14 ans qui, en France, consomment plus de 70 g d'alcool pur par jour.
- La proportion de consommateurs réguliers d'alcool augmente avec l'âge, du moins chez les hommes : un quart des 15-19 ans, la moitié des 20-24 ans, les trois quarts des 35-44 ans et 85 % des plus de 65 ans. Chez les femmes la proportion se stabilise à 50 % à partir de 35 ans.
- Par contre la quantité consommée journalièrement est maximale entre 45 et 54 ans chez les hommes, entre 35 et 44 chez les femmes.

Parmi les hommes de 45 à 54 ans, 1 sur 5 boit 6 verres ou plus par jour, 1 sur 20 en boit 10 ou plus.

- Chez les jeunes (jusqu'à 25 ans) la bière est plus consommée que le vin, celui-ci devenant ensuite la source de plus en plus exclusive d'alcool consommé, à mesure que l'âge s'élève.
- Au regard des catégories sociales, la proportion de consommateurs de 9 verres quotidiens ou plus est la plus élevée (chez les hommes), chez les agriculteurs, les salariés agricoles, les ouvriers non qualifiés, les personnels de service. Ce résultat rejoint celui enregistré dans l'enquête Aquitaine (cf. supra).

2 - Eléments de prospective

A partir de l'analyse des évolutions récentes de la consommation d'alcool on peut essayer de cerner les tendances probables pour les prochaines années et effectuer des prévisions à moyen terme. Dans ce qui suit, et à l'aide de différentes approches on cherchera à préciser le niveau probable de consommation en 1990 (rappelons que les dernières statistiques connues à la date de rédaction de ce rapport se rapportent à l'année 1985).

2.1. Estimation statistique des quantités

Le graphique 9, présentant l'évolution de la consommation totale d'alcool par personne de plus de 14 ans, possède la propriété remarquable de comporter des séries de points disposés presque parfaitement sur une droite, notamment pour deux périodes : 1963-1980 et 1980-1985.

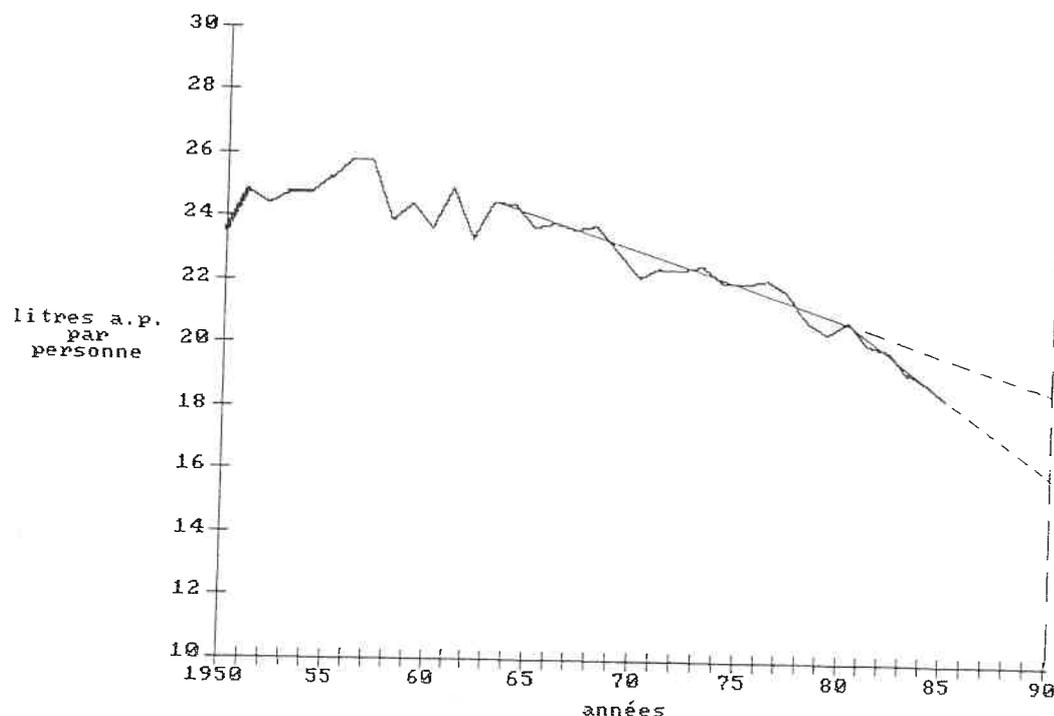
La tendance 1963-1981, ajustée par régression linéaire aboutit à la droite suivante : $C = 24,7 - 0,23 t$ ($t_1 = 1963$ et $r = -0,96$).

Cet ajustement conduit aux prévisions de 19,5 litres en 1985 et 18,3 litres en 1990.

Le graphique 9 montre que depuis 1981 la tendance s'est infléchie, et que les six points 1980-1985 peuvent être ajustés selon une nouvelle droite de régression, d'équation : $C = 21,23 - 0,49 t$ ($t_1 = 1980$ et $r = 0,995$).

GRAPHIQUE 9 :

Evolution de la consommation individuelle totale d'alcool
Litres d'alcool pur/personne de plus de 14 ans/an



Ce nouvel ajustement conduit à un niveau de consommation de 16,4 litres en 1990. Ce chiffre, bien entendu, n'exprime que la stricte

prolongation mécanique de la tendance observée. En l'occurrence, il est statistiquement « risqué » puisqu'il n'y a que six points connus pour cinq points estimés.

2.2. Estimation des achats

2.2.1. Estimation économétrique

L'étude de l'INSEE réalisée en 1983 (Darmon) a porté sur une projection de la consommation des ménages à 1990, par groupe de produits.

Dans le cas des boissons alcooliques, l'ajustement (selon un modèle semi-logarithmique) sur la période 1959-1979, met en évidence une élasticité de la demande en volume par rapport au prix relatif de $-0,26$ à court terme et $-0,56$ à long terme. Entre 1959 et 1967 la décroissance nette du prix relatif, au taux moyen de $-1,7\%$ par an, s'est traduite par une croissance soutenue de la demande en volume par tête, au taux moyen de 1% environ.

A partir de 1968, et malgré une hausse ponctuelle marquée en 1973, la tendance des prix relatifs est une relative stabilité. Malgré cela la demande en volume présente une tendance nettement décroissante entre 1976 (indice 109,9) et 1985 (indice 103,5).

Utilisant le modèle économétrique ajusté sur la période 1959-1979 l'étude de l'INSEE retient une hypothèse de croissance assez forte du prix relatif (entre 1980 et 1990, un taux global de 14% , soit $1,4\%$ en moyenne), entraînant une très légère croissance de la demande de boissons alcooliques par tête ($+0,2\%$ par an), la ramenant en 1990 au niveau de 1976.

Cependant, l'auteur ajoute :

« Mais compte tenu de l'évolution observée de 1980 à 1982, cette prévision doit être considérée comme un maximum et on peut penser que toute politique qui aurait pour conséquence une augmentation encore plus forte des prix relatifs ne pourrait qu'accélérer cette tendance à la baisse de la consommation de boissons alcooliques observée depuis 1973 en France » (Darmon, 1983, p. 117).

2.2.2. Estimation statistique

L'ajustement linéaire de la tendance observée entre 1976 et 1985 sur la courbe d'évolution de la demande de boissons alcooliques en volume, conduit à un résultat sensiblement différent du précédent (graphique 1, p. 21).

L'équation de la droite d'ajustement (volume de la demande exprimé en indice, base 100 en 1970), est : $D = 110,0 - 0,75t$ ($t_1 = 1976$ et $r = -0,93$). Selon cette équation l'estimation du point pour 1990 est à l'indice 98,75.

2.3. Estimations raisonnées

Le principal inconvénient des méthodes de prévision par ajustement statistique ou économétrique est de prolonger soit des tendances passées (ajustement statistique) soit des relations passées entre variables (ajustement économétrique).

En l'occurrence la demande de boissons alcooliques ayant été affectée au cours des dernières années d'inflexions de tendances pour la plupart des produits, il semble utile de « raisonner » les prévisions, de façon analytique.

2.3.1. Facteurs favorables à la baisse de consommation d'alcool en France

La tendance de la consommation moyenne d'alcool par habitant est à la baisse depuis 15 ans et s'est accélérée depuis 5 ans : on peut donc accorder quelque validité aux projections statistiques :

- Si l'on analyse le vecteur de cette baisse, il s'agit, rappelons-le, de la forte diminution de la consommation de vin de table, depuis 30 ans, accentuée depuis 10 ans. Cette mutation apparaît comme un véritable fait de société, au regard de la tendance séculaire antérieure de croissance de la consommation de vin en France (graphique 10). Elle s'est manifestée régulièrement depuis la fin des années 1950, malgré une lente détérioration des prix relatifs, et ne semble pas, à très court terme, devoir s'interrompre.

Malgré le coût croissant du soutien du marché des vins de table par la CEE, il ne semble pas que l'on puisse s'attendre à une baisse brutale des prix au détail (susceptible d'enrayer le recul de la demande), en raison des fortes tensions sociales que cette situation pourrait créer dans les régions productrices.

A l'opposé, si la progression sensible de la demande de vins fins peut (notamment si l'on y inclut les champagnes et mousseux) compenser *en valeur* le recul de la demande de vins de table, cette compensation ne se réalise pas *en quantité*.

Les tendances actuelles affectant l'ensemble de la consommation du vin semblent donc appelées à se poursuivre, au moins à court terme.

On doit cependant supposer qu'une telle évolution, aussi régulière et marquée soit-elle, ne se prolongera pas jusqu'au point zéro, la question étant d'apprécier le niveau de stabilisation probable. A cet égard les comparaisons internationales peuvent s'avérer utiles : dans la CEE, le recul de consommation en Italie est strictement comparable à celui observé en France, alors que le niveau de consommation individuelle progresse en RFA (graphique 9, p. 15). La consommation moyenne par habitant, dans la CEE à 10, s'établit tendanciellement à 45 litres, niveau également atteint en Espagne. On peut donc admettre, comme hypothèse provisoire que la consommation en France puisse descen-

GRAPHIQUE 10 :

Evolution de la consommation taxée de vin par habitant (de 1830 à 1985)



dre jusqu'au niveau de 50/60 litres par habitant (le niveau actuel étant de 80 litres).

- Concernant la consommation de bière, l'inflexion de 1976 semble liée à une modification de comportement des consommateurs, indépendamment d'une influence mécanique telle que la hausse du prix relatif. Celle-ci étant cependant intervenue à partir de 1978, elle ne peut, si elle se poursuit, qu'entretenir le recul de la consommation à domicile.

L'industrie de la brasserie ayant fondé beaucoup d'espoirs sur la publicité télévisée pour relancer la demande, la fermeture de ce créneau risque de limiter sa capacité de réaction. On peut alors envisager que la défense de la rentabilité des entreprises passe par une augmentation des marges unitaires, donc des prix de détail, et que cela entretienne le recul des achats des ménages pour la consommation à domicile (la consommation hors domicile étant moins sensible au prix des produits).

On notera que le faible niveau des taxes spécifiques sur la bière (moins de 0,20 F par litre) ne fournit pas aux Pouvoirs publics un moyen pour faire monter les prix au détail.

- Dans le domaine des spiritueux c'est sans doute le niveau des prix relatifs qui reste un des principaux déterminants de l'évolution des achats des ménages pour la consommation à domicile. Le niveau élevé des taxes assises sur le titre alcoolique donne aux Pouvoirs publics une assez bonne maîtrise des prix au détail, et donc de l'évolution de la consommation en volume.

- Globalement, il est difficile d'apprécier l'influence des mesures de prévention (campagnes de modération) et/ou de répression (alcoolémie au volant) sur l'évolution de la consommation d'alcool.

En d'autres termes on ne sait pas ce que seraient le niveau et l'évolution de la consommation en l'absence de ces actions.

Il semble par contre que l'on puisse admettre que « l'ambiance générale » dans la société française soit à une moindre tolérance à l'égard de l'alcool (que ce soit au regard de problèmes de mortalité, de morbidité, de diététique, d'esthétique corporelle, de mode de vie...) et que cette « ambiance » joue un rôle non négligeable dans le recul constaté de la consommation (cela a été mis en évidence dans le cas du vin).

2.3.2. Facteurs défavorables à la baisse de consommation d'alcool en France

Nous n'aborderons pas ici les aspects psycho-sociologiques des comportements individuels, conférant un statut à l'alcool dans la vie des individus, et entraînant sa consommation. Nous ne nous intéresserons qu'aux réactions de l'offre face à toute réduction des débouchés.

En l'occurrence la baisse significative de la consommation d'alcool en France confronte les producteurs et distributeurs de ce produit à des problèmes économiques plus ou moins graves.

Trois niveaux peuvent être envisagés du point de vue des modalités d'adaptation de l'offre à un recul de la demande :

1. Une relance de la demande par les prix

En matière de prix on a vu que pour le principal produit (vin de table) la baisse du prix relatif n'enrayait pas la baisse de consommation. Pour les spiritueux le poids des taxes réduit la marge de manœuvre des fabricants. Seule la brasserie pouvait utiliser cette variable sous réserve de gains de productivité qui préservent les marges bénéficiaires : il ne semble pas que cette industrie, déjà très modernisée, dispose de beaucoup de réserves de productivité.

Par contre il est possible d'agir sur les prix apparents : dans le domaine des spiritueux on a vu se réduire la contenance des récipients, ou le titre alcoolique des boissons (apéritifs anisés) en période de hausse des taxes.

2. Une relance de la demande par la publicité

Concernant la publicité, l'importance du recul de la consommation de vin de table a déclenché, pour la première fois dans l'histoire de ce secteur, une très importante campagne nationale, de longue durée, financée par l'association interprofessionnelle.

De la même façon, depuis deux ans, la brasserie a lancé une campagne nationale collective.

Ces deux importantes offensives publicitaires sont des campagnes de produits et non de marques, témoignant de la solidarité des partenaires d'un même secteur, face à une situation jugée préoccupante.

Quant aux spiritueux, et en particulier aux boissons du groupe 5, le vide juridique créé par les distorsions entre les réglementations française et européenne et par la condamnation de la France par la Cour de justice européenne en 1980 et 1982, a été exploité par un certain nombre de firmes pour conduire des campagnes sur des supports interdits par la réglementation française.

Plus généralement les fabricants et distributeurs de spiritueux font un effort de communication pour réhabiliter l'alcool :

« Les fabricants ont fait des efforts tant en matière de communication que d'innovation : par des initiatives originales ils ont su tourner à leur profit l'argumentation antialcoolique, et marquer des points dans la bataille médiatique en exploitant habilement les conseils de modération prônés par le BVP (Bureau de vérification de la publicité), en créant eux-mêmes l'IREB (Institut de recherches scientifiques, économiques et sociales sur les boissons) chargé d'établir à l'aide d'arguments scientifiques, le distinguo entre alcoolisme et consommation modérée d'alcool » (Revue *Points de vente*, n° 308, 1^{er} octobre 1986, p. 117).

Cependant l'adoption, en juin 1987, de la loi interdisant toute publicité sur les chaînes de télévision privées, constitue un nouveau blocage, qui semblait partiellement levé depuis 1985.

3. Une relance de la demande par l'innovation sur les produits

L'article cité ci-dessus poursuivait ainsi, à propos de la stratégie des fabricants de spiritueux : « Ils ont également pu donner un coup de fouet à des marchés menacés par la routine en lançant de nombreux produits plus légers, aux goûts originaux, et aussi plus conformes aux nouvelles habitudes de consommation » (id. p. 118).

Longtemps caractérisé par la défense de la tradition, le secteur des boissons alcooliques s'est, depuis quelques années (et à l'initiative du secteur de la brasserie, le plus dynamique en la matière) lancé dans une intense activité d'innovation sur les produits, selon trois axes principaux :

- Le recul de la consommation affectant principalement les boissons de repas (vin), l'offre d'alcool s'est orientée vers le créneau dit des « boissons de loisirs ».
- La consommation « excessive » d'alcool étant condamnée, la diversification a porté sur des produits moins riches en alcool, ou à consommer dilués (longs drinks, spiritueux « light », panachés, *light-wines*, *wine-coolers*, etc.).
- L'étape ultime est la fabrication de versions sans alcool de boissons alcooliques traditionnelles (bière, pastis).

Ces tendances, apparemment favorables à la baisse de consommation d'alcool (du moins pour la seconde et la troisième), peuvent en fait produire des effets complexes, qu'il est encore prématuré d'observer (Boulet, Montaigne, 1985).

Le principal effet « pervers » (au regard de la baisse de la consommation d'alcool) que peut produire une telle logique de diversification, est la relance ou l'accès à la consommation d'alcool de catégories faiblement consommatrices ou non consommatrices (jeunes, femmes), soit directement par les boissons à faible teneur en alcool, soit indirectement par les boissons sans alcool (pouvant préparer le goût pour la consommation ultérieure de la version avec alcool : bière, pastis).

Par ailleurs le premier avantage immédiat, pour les fabricants, de l'existence de « boissons alcooliques sans alcool », est de briser les interdits publicitaires. Par exemple, malgré la nouvelle loi, la bière est présente à la télévision : par la bière sans alcool (publicité qui précise qu'elle est sans alcool), et par le panaché (publicité qui ne dit pas — mais écrit discrètement — qu'il est sans alcool, et qui précise qu'on sent bien le goût de la bière, mais pas trop celui de la limonade). Ces produits peuvent donc être consommés depuis le plus jeune âge...

Quant au vin et aux « boissons uvaies » (équivalent français des *wine coolers*), dont l'existence juridique et fiscale commence à se préciser, il s'agit d'une révolution technologique et... culturelle, dont on ne peut

prévoir pour l'instant l'ampleur et l'impact économique, ni même si elle aura lieu.

3 - Conclusion :

Une consommation en baisse, mais...

La consommation globale d'alcool en France régresse lentement depuis 1963, plus nettement depuis 1977.

En moyenne statistique par habitant cette régression apparaît soutenue.

En comparaison internationale, selon les statistiques publiées par *Produktschap voor gedistilleerde dranken* (Pays-Bas), la France reste le pays où la consommation moyenne par habitant est la plus élevée (13,3 l A.P. en 1985), devant l'Espagne (11,8 l), l'Italie (11,6 l), la Hongrie (11,5 l) et la RFA (10,8 l).

Il semble plausible de penser que les tendances récentes vont se prolonger à court terme, notamment si les efforts pour limiter la consommation d'alcool (campagnes de modération, limitation de la publicité, taxation, répression contre l'alcoolémie élevée sur la route, ...) sont poursuivis.

Cependant on peut s'attendre à ce que le niveau de consommation atteigne un palier, la question étant, bien entendu, de connaître le niveau auquel se situera ce palier.

Par ailleurs, les producteurs et distributeurs de boissons alcooliques, tout en essayant de s'adapter aux contraintes croissantes, ne désespèrent pas de relancer la demande ou du moins de la stabiliser, chacun sur son créneau de marché.

Enfin, les évolutions constatées sont caractérisées également par une modification importante de la structure des boissons alcooliques consommées : la baisse de consommation affecte essentiellement les boissons consommées au repas (vin), alors que se développent (au moins relativement) les boissons consommées hors repas (bière, spiritueux). Plus généralement il semble que la prise d'alcool soit moins étalée dans le temps, et plus concentrée lors de certaines circonstances « conviviales » (apéritif, bon repas...).

Ces modifications dans la nature des produits consommés, comme dans les modes de consommation, ont certainement des conséquences sur l'alcoolisme. Sont-elles de même nature que la réduction des volumes consommés ?

BIBLIOGRAPHIE

- Aubey C., Boulet D.
1984. — La consommation d'alcool en France de 1950 à 1982. — *Bulletin du HCEIA*, n° 4, pp. 269-284.
1985. — La consommation d'alcool en France régresse et se transforme. — *Economie et Statistique*, n° 176, pp. 47-56.
- Bernard J. (sous la direction)
1980. — Rapport sur l'alcoolisme présenté à M. le Président de la République. — s.l. : s.n. — 65 p. + annexes.
- Boulet D., Huguet J.-Y., Laporte J.-P.
La consommation du vin en France. —
1982. — Tomes I à VI.
1985. — Actualisation 1985.
INRA-Montpellier, ONIVIT-Paris.
- Boulet D., Montaigne E.
1985. — Le développement des boissons à faible teneur en alcool : les enjeux d'une innovation. — *Bulletin du HCEIA*, n° 2, pp. 211-228.
- Damiani P., Massé H.
1985. — Etudes sur la consommation d'alcool (par sexe et par âge) - Liaison avec le tabac. — *Bulletin du HCEIA*, n° 2, pp. 189-195.
1986. — L'alcoolisme en chiffres : données générales et applications de méthodes d'analyse statistique. — HCEIA, La Documentation Française, 143 p.
- Darmon D.
1983. — La consommation des ménages à moyen terme. Réestimation sur les données récentes des modèles de consommation et projection à 1990. — INSEE. — *Archives et documents*, n° 92.
- Fouquet A.
1970. — Projection de la consommation alimentaire pour 1975. — Collections de l'INSEE, *Série M*, n° 5.
1976. — Les grandes tendances de la consommation alimentaire - Exercice pour 1980. — Collections de l'INSEE, *Série M*, n° 56.
- Fréour P. et al.
1982. — L'alcoolisation en Aquitaine - Epidémiologie. — HCEIA, Série Documents, La Documentation Française, 149 p.
- Got I.
1986. — Les indicateurs nationaux et régionaux de l'alcoolisation en France. — Paris, Université R. Descartes, 200 p.
- HCEIA
1984. — Les différences régionales des consommations d'éthanol et

des risques d'alcoolisation pathologique. Colloque d'Esclimont, mars 1983. Série Les Colloques et Congrès du Haut Comité, La Documentation Française, 263 p.

IREB

1986. — Les jeunes Français face à l'alcool. — Résultats d'une enquête nationale sur leurs attitudes et comportements. — Institut de recherches scientifiques, économiques et sociales sur les boissons, Paris, 131 p. + annexes.

SESI (Service des statistiques, des études et des systèmes d'information)

1983. — Quelques résultats sur les consommateurs de boissons alcooliques et de tabac en France en 1980. — *Informations Rapides*, SESI, n° 20, Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.

1984. — Habitudes de consommations de boissons alcooliques et de tabac et recours aux soins. — *Solidarité Santé Etudes Statistiques*, n° 1-2, SESI, Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.

ANNEXE

**Difficultés méthodologiques
pour la connaissance de l'alcoolisation en France**

La seule source statistique cohérente pour connaître la consommation alimentaire (et singulièrement la consommation de boissons et de boissons alcooliques) des Français, est l'enquête annuelle de l'INSEE sur la consommation alimentaire et les lieux d'achat.

Source irremplaçable, et fournissant des séries homogènes depuis 20 ans, cette enquête présente, au regard du phénomène alcoolisation, trois limites majeures :

— Elle ne concerne que la consommation des ménages à domicile, ce qui, pour certaines boissons (telles que les vins AOC ou la bière), peut éliminer de son champ d'observation près de la moitié du marché intérieur.

— Elle est, traditionnellement, considérée comme affectée d'une forte sous-estimation dans les réponses relatives aux achats de boissons alcooliques.

— Elle concerne les achats du ménage (observés pendant une semaine), et non pas la consommation des individus.

Il résulte de cette situation que l'approche de l'alcoolisation en France ne peut être actuellement réalisée que par les méthodologies suivantes :

• en valeur et en quantités, l'enquête alimentaire de l'INSEE fournit quelques indications des comportements moyens des ménages selon des critères socio-démographiques et géographiques.

Mais les biais de l'enquête aboutissent au résultat paradoxal que les dépenses et/ou quantités consommées par ménage, apparaissent les plus faibles... dans l'Ouest. En valeur, les séries de la comptabilité nationale relatives aux achats des ménages (issues de l'enquête alimentaire de l'INSEE, et « redressées » pour tenir compte des sous-déclarations), permettent, par rapprochement avec les séries de prix, une approche économétrique globale de la demande par produit ;

• en quantité, la consommation globale d'alcool est estimée à partir des diverses sources disponibles et notamment fiscales, qui permettent de couvrir l'ensemble de la consommation : à et hors domicile. Mais les séries disponibles ne peuvent pas être ventilées selon les critères socio-démographiques autres qu'une moyenne statistique par tête ;

- en l'absence de données observées sur la distribution de la consommation d'alcool dans la population, certains travaux sont conduits sur l'estimation statistique théorique de cette consommation à partir des données de mortalité (Damiani, Massé, 1985, 1986) ;
- les comportements individuels d'alcoolisation sont approchés par des études ad hoc, le plus souvent régionales (cf. notamment étude Aquitaine en 1982, étude Languedoc-Roussillon, en cours).

Ces études, riches de données épidémiologiques, devraient, au minimum, être homogénéisées sur le plan méthodologique (le Haut Comité travaille à mettre au point une base méthodologique pour les travaux qu'il subventionne), et si possible systématisées.

Ce n'est qu'à partir d'une enquête nationale régionalisée (ou d'une systématisation d'enquêtes régionales plus ou moins simultanées), qu'il sera possible d'avoir une connaissance correcte des processus d'alcoolisation en France.

III - Statistiques fiscales et professionnelles

1) Boissons alcooliques

TABLEAU 1

Consommation des boissons alcooliques dans le monde par habitant

Année de référence : 1985

Pays	Vin (litres)	Bière (litres)	Spiritueux (litres d'alcool pur)	Consomma- tion totale (litres d'alcool pur)
France	80,0	40,1	± 2,3	13,3
Portugal	87,0	38,1	0,8	13,1
Luxembourg	57,3	± 120,0	± 2,5	13,0
Espagne	48,0	61,0	± 3,0	11,8
Italie	84,8	21,6	± 1,2	11,6
Hongrie	24,8	92,4	5,4	11,5
Suisse	49,6	69,2	2,2	11,2
RFA	25,6	145,6	2,4	10,8
Belgique	22,7	121,0	2,1	10,5
RDA	10,3	141,6	4,8	10,3
Autriche	34,3	111,6	1,5	9,9
Danemark	20,7	121,2	1,6	9,9
Australie	21,3	115,6	1,3	9,4
Nouvelle-Zélande	14,5	115,2	1,7	9,2
Tchécoslovaquie	15,8	130,8	3,4	9,1
Argentine	60,1	± 10,0	± 1,0	8,7
Bulgarie	± 22,5	± 60,0	± 3,0	8,7
Pays-Bas	14,9	84,5	2,2	8,5
Etats-Unis	9,1	90,3	2,7	8,0
Canada **	9,7	82,7	2,7	8,0
Yougoslavie	± 26,5	± 50,0	± 2,0	7,7
Roumanie *	± 29,0	45,0	± 2,0	7,7
Grande-Bretagne	9,9	108,9	1,7	7,1
Pologne	7,9	29,5	4,6	7,0
Grèce	± 42,5	33,9	—	6,8
Finlande	8,6	59,0	2,8	6,5
Irlande	3,5	100,0	1,8	6,2
URSS	11,6	24,0	3,1	5,7
Japon	0,7	38,0	2,4	5,7
Chili	± 40,0	16,0	—	5,6
Suède	11,7	46,8	2,0	5,2
République sud-africaine ..	10,0	40,3	1,1	4,3
Norvège	5,1	47,5	1,4	4,2
Uruguay	28,0	16,4	—	4,2
Islande	7,2	17,0	2,7	4,0

* Chiffres de 1983.

** Chiffres de 1984.

Source : *Produktschap voor gedistilleerde dranken*, Pays-Bas, 25^e édition, 1986.

TABLEAU 2

**Evolution de la consommation totale et par personne d'alcool pur
contenu dans l'ensemble des boissons alcooliques en France
(vins, bière, cidre, spiritueux)**

Consommation : taxée, en franchise y compris une évaluation
de l'autoconsommation non déclarée

Années	Consommation totale (milliers d'hl d'alcool pur)	Consommation moyenne par adulte de 20 ans ou plus (en litres)	Consommation moyenne par adulte de 15 ans ou plus (en litres) ⁽¹⁾
1970	8 499	25,0	22,3
1971	8 681	25,2	22,5
1972	8 763	25,2	22,5
1973	8 921	25,3	22,6
1974	8 766	24,6	22,0
1975	8 841	24,7	22,1
1976	8 874	24,5	22,0
1977	8 790	24,1	21,6
1978	8 530	23,2	20,8
1979	8 419	22,7	20,3
1980	8 603	23,0	20,6
1981	8 326	22,0	19,7
1982	8 286	21,7	19,5
1983	8 198	21,3	19,1
1984	7 928	20,4	18,4
1985	7 699	19,6	17,7

(1) La plupart des pays de la CEE calculant la consommation par adulte de 15 ans ou plus, nous pensons utile de faire figurer cette statistique.

Source : INSEE.

TABLEAU 3
Evolution de la consommation totale de vin et d'alcool de vin

Variables Années	Vins de table			VDQS-AOC ⁽¹⁾			Total
	Volume réel (milliers d'hl)	Degré estimé	Milliers d'hl AP	Volume réel (milliers d'hl)	Degré estimé	Milliers d'hl AP	Milliers d'hl AP
1951	51 272	10°4	5 332	2 227	12°5	278	5 610
1955	52 683	10°4	5 479	5 245	12°5	656	6 135
1960	52 623	10°5	5 525	5 663	12°5	708	6 233
1965	50 486	10°6	5 352	8 002	12°5	1 000	6 352
1970	47 053	10°7	5 035	7 294	12°5	912	5 947
1971	47 779	10°8	5 160	7 503	12°5	938	6 098
1972	47 042	10°8	5 081	8 306	12°5	1 038	6 119
1973	47 635	10°8	5 145	7 945	12°5	993	6 138
1974	46 903	10°8	5 066	7 338	12°5	917	5 983
1975	45 578	10°8	4 922	8 848	12°5	1 106	6 028
1976	43 939	10°9	4 789	9 646	12°5	1 206	5 995
1977	43 572	10°9	4 749	9 951	12°5	1 244	5 993
1978	42 257	10°9	4 606	8 982	12°5	1 123	5 729
1979	40 548	10°9	4 420	8 917	12°5	1 115	5 535
1980	41 541	10°9	4 528	9 659	12°5	1 207	5 735
1981	38 777	11°	4 265	10 332	12°5	1 292	5 557
1982	36 998	11°	4 070	10 806	12°5	1 351	5 421
1983	35 335	11°	3 887	11 874	12°5	1 484	5 371
1984	34 020	11°	3 742	12 209	12°5	1 526	5 268
1985	31 966	11°	3 516	12 063	12°5	1 508	5 024

(1) Les vins à appellation d'origine contrôlée (AOC) comprennent les vins doux naturels et le vin de champagne. Les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) sont inclus dans les vins de table jusqu'en 1982. Ils ne figurent ici qu'à partir de 1983.

Sources : DGI-INRA.

TABLEAU 4
Evolution de la consommation totale de bière et d'alcool de bière

Variables Années	Consommation commercialisée (milliers d'hl)	Densité moyenne de la production	Degré moyen d'alcool	Milliers d'hl AP
1950	9 110	3,61	3°65	333
1955	11 835	4,34	4°35	515
1960	16 123	4,46	4°5	726
1965	19 168	4,59	4°65	891
1970	21 043	4,72	4°75	1 000
1971	21 571	4,81	4°85	1 046
1972	20 926	4,92	4°95	1 036
1973	23 288	4,97	5°	1 164
1974	23 201	4,94	4°98	1 155
1975	23 792	4,98	5°	1 190
1976	25 715	5,05	5°1	1 311
1977	24 483	4,98	5°	1 224
1978	24 070	5,13	5°18	1 247
1979	24 389	5,11	5°15	1 256
1980	23 745	5,20	5°20	1 235
1981	23 694	5,22	5°25	1 244
1982	24 979	5,17	5°20	1 299
1983	23 963	5,19	5°20	1 246
1984	22 570	5,15	5°20	1 174
1985	22 078	5,10	5°15	1 137

Sources : Union générale de la brasserie française - SCEES - INSEE - Douanes.

TABLEAU 5
Evolution de la consommation totale du cidre et d'alcool de cidre

Variables Années	Consomma- tion taxée (milliers d'hl)	Autoconsom- mation (milliers d'hl)	Consomma- tion totale (milliers d'hl)	Degré moyen	Milliers d'hl AP
1950	4 410	11 590	16 000	4°5	700
1955	3 526	11 474	15 000	4°5	650
1960	2 034	9 966	12 000	4°5	550
1965	2 076	7 924	10 000	4°5	450
1970	1 675	6 325	8 000	4°5	360
1971	1 581	6 000	7 581	4°5	341
1972	1 424	5 500	6 924	4°5	312
1973	1 116	5 000	6 116	4°5	275
1974	1 089	4 500	5 589	4°5	252
1975	1 147	4 000	5 147	4°5	232
1976	1 356	3 500	4 856	4°5	219
1977	1 340	3 000	4 340	4°5	195
1978	1 207	2 800	4 007	4°5	180
1979	1 281	3 000	4 281	4°5	193
1980	1 249	2 800	4 049	4°5	182
1981	1 208	3 000	4 208	4°5	189
1982	1 266	2 700	3 966	4°5	178
1983	1 175	3 000	4 175	4°5	188
1984	1 126	2 880	4 006	4°5	180
1985	1 084	2 765	3 849	4°5	173

Sources : DGI - INSEE - INRA.

TABLEAU 6
Evolution de la consommation totale de spiritueux

(En milliers d'hl AP)

Variables Années	Volumes commercialisés	Dotation en franchise des bouilleurs de cru	Auto- consommation non déclarée	Total
1950	672	247	200	1 119
1955	603	187	160	950
1960	518	141	120	779
1965	751	118	120	989
1970	962	110	120	1 192
1971	970	116	110	1 196
1972	1 093	103	100	1 296
1973	1 173	86	85	1 344
1974	1 199	92	85	1 376
1975	1 213	93	85	1 391
1976	1 178	86	85	1 349
1977	1 202	91	85	1 378
1978	1 243	66	65	1 374
1979	1 286	79	70	1 435
1980	1 289	82	80	1 451
1981	1 186	75	75	1 336
1982	1 258	65	65	1 388
1983	1 252	71	70	1 393
1984	1 176	65	65	1 306
1985	1 234	66	65	1 365

Sources : DGI - INRA - INSEE.

TABLEAU 7
Evolution de la consommation totale des boissons alcooliques

(En milliers d'hl AP)

Variables Années	Vin	Bière	Cidre	Spiritueux	Total
1950	5 370	333	700	1 119	7 522
1955	6 135	515	650	950	8 250
1960	6 233	726	550	779	8 288
1965	6 352	891	450	989	8 682
1970	5 947	1 000	360	1 192	8 499
1971	6 098	1 046	341	1 196	8 681
1972	6 119	1 036	312	1 296	8 763
1973	6 138	1 164	275	1 344	8 921
1974	5 983	1 155	252	1 376	8 766
1975	6 028	1 190	232	1 391	8 841
1976	5 995	1 311	219	1 349	8 874
1977	5 993	1 224	195	1 378	8 790
1978	5 729	1 247	180	1 374	8 530
1979	5 535	1 256	193	1 435	8 419
1980	5 735	1 235	182	1 451	8 603
1981	5 557	1 244	189	1 336	8 326
1982	5 421	1 299	178	1 388	8 286
1983	5 371	1 246	188	1 393	8 198
1984	5 268	1 174	180	1 306	7 928
1985	5 024	1 137	173	1 365	7 699

Sources : DGI - INRA - INSEE.

2) Boissons non alcooliques

TABLEAU 8
Evolution de la consommation des jus de fruits
(à l'exception des nectars)

(En hectolitres)

Années	Jus de raisin	Jus de pommes	Tous jus de fruits	Consommation par habitant (en litres)	Consommation par adulte de plus de 20 ans (en litres)
1960	93 700	104 500	338 500	0,7	1,1
1965	272 200	367 500	904 700	1,8	2,8
1970	291 600	482 300	1 155 500	2,3	3,4
1971	275 800	510 600	1 171 800	2,3	3,4
1972	261 500	495 000	1 085 100	2,1	3,1
1973	270 000	312 700	928 900	1,8	2,6
1974	202 300	277 300	838 500	1,6	2,4
1975	208 300	332 500	963 900	1,8	2,7
1976	232 800	384 700	1 095 100	2,1	3,0
1977	225 200	386 600	1 076 600	2,0	3,0
1978	228 800	337 700	1 060 300	2,0	2,9
1979	225 800	350 100	1 154 800	2,2	3,1
1980	230 500	406 600	1 313 900	2,5	3,5
1981	305 500	545 100	1 728 700	3,2	4,6
1982	357 100	593 000	1 974 500	3,6	5,2
1983	312 300	533 500	1 998 100	3,7	5,2
1984	268 600	440 800	1 864 700	3,4	4,8
1985	272 200	442 000	1 828 100	3,3	4,7

Source : Union nationale des producteurs de jus de fruits, de nectars et de boissons aux fruits.

TABLEAU 9
Evolution de la consommation des eaux minérales

(En milliers d'hectolitres)

Années	Consommation	Par habitant (en litres)	Par adulte de plus de 20 ans (en litres)	Années	Consommation	Par habitant (en litres)	Par adulte de plus de 20 ans (en litres)
1965	13 555	27,6	42,1	1978	25 850	48,5	70,5
1970	18 657	36,5	55,2	1979	27 000	50,3	73,0
1971	24 006	46,6	70,1	1980	25 480	47,5	68,3
1972	25 619	49,5	73,9	1981	25 380	46,9	66,9
1973	28 799	55,4	82,2	1982	28 480	52,4	74,5
1974	27 111	51,6	76,6	1983	29 330	53,5	75,9
1975	25 520	50,0	71,4	1984	29 450	53,7	76,2
1976	26 530	50,2	72,0	1985	30 300	55,0	77,6
1977	25 240	47,6	69,4				

Source : Chambre syndicale des eaux minérales.

TABLEAU 10
Evolution de la consommation des boissons rafraîchissantes

(En milliers d'hectolitres)

Années	Limonades	Sodas aux extraits	Colas	Tonics	Bitters	Boissons aux fruits *	Total boissons rafraî- chissantes	Par habitant (en litres)	Par adulte de plus de 20 ans (en litres)
1971	3 400	3 110	1 130	660	—	1 300	9 600	18,7	28,0
1972	3 290	3 820	1 337	594	—	1 410	10 451	20,1	30,1
1973	3 980	4 520	1 400	600	320	2 290	13 110	24,4	37,4
1974	3 690	3 640	1 450	630	350	2 250	12 010	23,0	33,9
1975	3 900	3 690	1 580	720	380	2 700	12 970	24,6	36,3
1976	4 190	3 490	1 600	860	480	3 170	13 790	26,1	37,4
1977	3 560	2 900	1 500	1 140		2 800	11 900	22,5	32,7
1978	3 730	2 690	1 650	1 260		3 280	12 610	23,7	34,4
1979	3 835	2 561	1 765	1 330		3 330	12 791	23,9	34,6
1980	3 750	2 410	1 750	1 210		3 420	12 540	23,4	33,6
1981	3 770	2 250	1 850	1 225		3 397	12 492	23,1	32,9
1982	3 790	2 260	1 360	2 060		3 706	13 176	24,2	34,4
1983	3 800	2 070	2 260	1 480		4 140	13 750	25,1	35,6
1984	3 300	1 840	2 235	1 465		4 790	13 745	25,1	35,6

* Y compris gazeuses et non gazeuses.

Source : Fédération nationale des boissons.

3) Structure et valeur de la consommation des ménages

Unité 10⁹ francs

	1971		1980		1981		1982		1983		1984	
	Montant	%										
1. Produits alimentaires	129,9	24,7	359,0	20,6	409,1	20,4	464,9	20,2	513,1	20,1	558,0	20,2
dont : — boissons alcoolisées	15,4	2,9	37,1	2,1	41,6	2,1	46,8	2,0	50,9	2,0	53,1	1,9
— boissons non alcoolisées	3,0	0,6	8,0	0,5	9,4	0,5	11,3	0,5	12,7	0,5	13,9	0,5
2. Produits industriels non alimentaires	174,6	33,2	542,1	31,1	613,9	30,6	712,3	30,9	764,7	30,0	801,8	29,0
dont : — habillement, chaussures	33,4	6,3	89,3	5,1	100,9	5,0	115,2	5,0	124,2	4,9	131,8	4,8
— tabac	7,1	1,3	18,0	1,0	21,0	1,0	25,7	1,1	28,9	1,1	31,9	1,2
3. Energie	35,7	6,8	159,6	9,2	186,2	9,3	213,7	9,3	240,8	9,4	264,4	9,6
dont : — chauffage, éclairage, eau	19,6	3,7	94,0	5,4	109,0	5,4	125,5	5,4	144,5	5,7	159,4	5,8
4. Services	185,6	35,3	682,3	39,2	796,6	39,7	915,4	39,7	1 032,5	40,5	1 139,6	41,2
dont : — location de logement	49,7	9,4	172,8	9,9	203,6	10,2	232,3	10,1	263,8	10,3	292,9	10,6
— services de santé	37,3	7,1	171,3	9,8	200,9	10,0	234,6	10,2	265,2	10,4	295,4	10,7
— transports en commun, PTT	14,2	2,7	55,4	3,2	63,9	3,2	74,6	3,2	83,4	3,3	92,5	3,3
— hôtels, cafés, restaurants	34,8	6,6	115,1	6,6	133,0	6,6	152,9	6,6	172,9	6,8	187,5	6,8
Total consommation (lignes 1 + 2 + 3 + 4) ..	526,0	100,0	1 742,7	100,0	2 005,8	100,0	2 306,2	100,0	2 551,1	100,0	2 763,8	100,0

Source : INSEE nouvelle base 1971 - Comptes de la Nation.